



# la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît  
chaque  
Vendredi  
10 pages

Les rois nous saoulent de fumée, paix entre nous, guerre aux tyrans. (L'Internationale)

## DELIRE CHAUVIN!



La fête ne sera pas finie quand les lampions seront éteints et le véritable caractère de la manifestation spectaculaire qui se déroule à Paris et Versailles apparaîtra aux ouvriers et aux paysans avec un relief saisissant.

Ça pèse lourd aux épaules des travailleurs, un mariage de raison entre deux impérialismes !

Le Paris ouvrier sera à peine purifié des oripeaux franco-britanniques qui le souillent, les orchestres populaires pour bals en plein vent à peine disparus, la journée officielle de congé à peine terminée sur les heures supplémentaires de récupération, que se resserrera sur lui la poigne capitaliste et gouvernementale. Enlevés les décors, restent le mercanti, le fisc et ses huissiers, l'argousin, le patron fasciste enhardi par la libération des cagoulauds, le patron tout court dont la fonction sociale est de faire produire de la plus-value !

Pour donner leur plein effet aux tractations franco-britanniques, il faut sortir toujours davantage de canons, d'avions, de munitions ; il faut que soient accentuées, dans les usines et les villages, discipline, rationalisation et préparation militaire. Devant les buffets vides et les arsenaux remplis se mènera non la ronde de la paix, mais la danse de la faim, de la répression et de la guerre.

C'est une frénésie hyper-chauvine qui vient de s'emparer de la presse et des partis en ces circonstances. Union Sacrée, aux cris de « Vive le Roi ! » dans laquelle communièrent patriotiquement Cachin et Weygnad, Thorez et Casimir, Blum et Bailly, Jouhaux et de Kérillis.

Où, ce sont de bien symptomatiques journées (style Sampaix) que ces fêtes de l'« amitié franco-anglaise », où, toutes polices dehors, on fait le vide autour du cortège officiel pour ne présenter aux visiteurs royaux délégués par les banques de Londres qu'un déploiement d'avions, de troupes, de tanks et de canons.

Devant la reine Elisabeth, Mâme Lebrun esquisse une grotesque révérence qui se termine en genuflection : les officiels de la Dominion France se posternent devant Britannia.

A Versailles, la vieille citadelle réactionnaire des Thiers et des Cavaignac de tous les régimes, se déroule la parade de la paix : des centaines d'avions passent au-dessus de 50.000 soldats de toutes armes : pour la prochaine dernière, il ne manquera ni un Sénégalais, ni un Algérien, ni un Indochinois.

« — Il ne manquera pas même un ouvrier ni un paysan français ! » enchérissent les

canailles stalinienne, socialistes et cégétistes, « nous nous en portons garants ».

Car, de même que ces trois journées ne sont que la consécration officielle des accords conclus antérieurement entre banquiers et industriels de Londres et de Paris — les entretiens diplomatiques entre Lord Halifax, Daladier et Bonnet n'y ajoutent rien, ou très peu — de même c'est en cette occasion, parallèlement à la fête nationale et au renouvellement de serment du Rassemblement populaire, que les Jouhaux, les Thorez, les Blum et tous leurs comparses contresignent de la façon la plus cynique leur reniement des principes révolutionnaires, leur trahison, leur intégration à l'appareil de l'impérialisme franco-anglais.

« Nous saluons affectueusement le peuple britannique représenté par ses souverains... Nous prenons part à la joie générale... » écrit Léon Blum dans le Populaire, et l'Huma n'est pas en reste, qui s'écrie, par la plume de Péri : « Vive l'entente franco-britannique ! » et rappelle judicieusement que c'est à Guernesey que s'exila Victor Hugo et que la dépouille de Marx repose à Londres. Toute la presse Front populaire tient un langage analogue et rivalise de charabia patriotique avec l'Ordre, le Matin, le Jour.

Les staliniens espèrent-ils donner le change en multipliant les témoignages de sym-

pathie en faveur de Thorez, victime sans blessure d'un attentat avorté sur lequel il conviendrait d'attendre des précisions avant de s'en indigner, et en organisant un savant battage sur leur proposition « équilibrée » de retraite aux vieux travailleurs, laquelle ferait supporter aux travailleurs eux-mêmes les trois quarts et demi des charges résultant de cette retraite ?

Mais voici la réponse des travailleurs eux-mêmes au capitalisme franco-anglais et à ses laquais.

\*\*

La réponse ? Une recrudescence de l'agitation prolétarienne, aujourd'hui et dans les semaines précédentes.

Conflit des métallos de Marseille et des marinières du Rhône ; agitation dans les grands magasins de Rouen ; continuation de la grève en Isère.

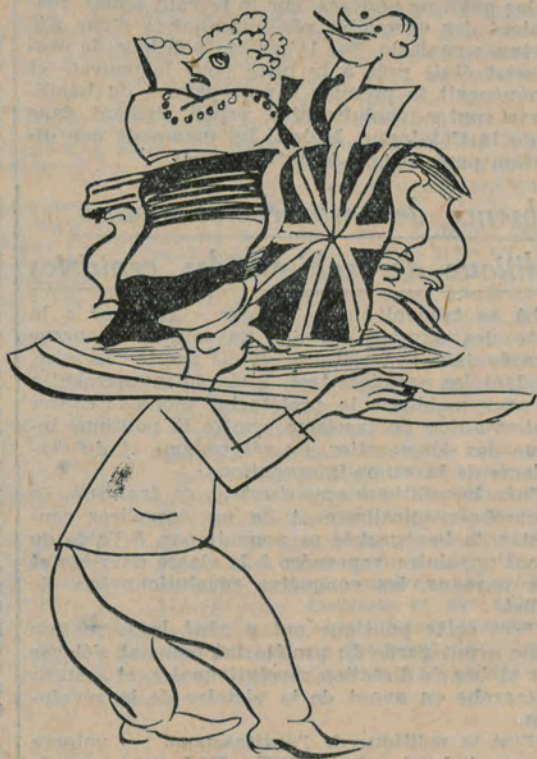
Grève, à Douai, de 500 ouvriers des brasseries.

Grève de 2.000 travailleurs des Forges d'Hennebon, près de Lorient.

Grève enfin, dans le bassin minier d'Anzin, de 25.000 mineurs appuyés par les cheminots !

La voix des usines, ce n'est pas pour l'union sacrée qu'elle s'élève, mais pour la lutte de classe et l'action révolutionnaire. Et c'est parce que nous sommes les seuls — sous le drapeau rouge de la IV<sup>e</sup> Internationale — à exprimer cette volonté révolutionnaire, que se multiplient la répression gouvernementale contre notre journal, les appels au meurtre des staliniens contre les trotskystes, les attentats du Guépéou contre nos militants.

### TORCHONS SANGLANTS



— Alors ça sèche!..

### La disparition de R. Clément

L'ORGANISATION officielle des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale (Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale) annonce la disparition de R. Klement, secrétaire administratif de ce bureau.

Un communiqué de presse (reproduit partiellement ou modifié par plusieurs journaux), donne plus de place à l'habituelle publicité d'un avocat qu'à une information utile à la solidarité du mouvement révolutionnaire. Ce sont les procédés habituels... On informe la presse bourgeoise — ce qui sans publicité avocassière serait juste — et l'on se refuse à informer les organisations révolutionnaires et à organiser la commune défense contre la provocation.

Les sérieuses informations qui sont actuellement réunies par nos militants permettent plusieurs versions quant à la forme de la disparition de R. Klement a la forme de la provocation stalinienne.

Notre enquête se poursuit et la documentation sera publiée dans notre prochain numéro.

## Enpleine Impasse

*Cette fois-ci, c'est l'avalanche ! Il faudrait remonter loin pour trouver un bourrage de crâne aussi soigné que celui qui s'étale dans toute la presse pour la venue du « King et de la Queen ».*

*Et toujours, partout, la phrase fatidique revient : « C'est pour la Paix », l'alliance franco-anglaise consolide la Paix, etc., etc...*

*Pauvre Paix, au nom de qui se prépare la Guerre, elle est bien malade !*

\*\*

*En fait, le capitalisme mondial en pleine impasse, est terriblement inquiet. L'Allemagne fortifiée à toute vitesse la frontière de l'Ouest, crée des routes et une voie ferrée en direction de la Tchécoslovaquie ; l'Italie met la dernière main à ses préparatifs ; en France, toute l'activité est tournée vers la défense nationale, en Angleterre, on réarme avec fièvre.*

*Sur le plan diplomatique, une grande activité ne cesse de régner. Voyage du « King » en France, voyage du Chef d'Etat-major de l'Italie en Allemagne, voyage du Président du Conseil hongrois à Rome, etc., etc...*

*Quant à la guerre, déjà commencée en Espagne, en Chine, en Palestine même, elle continue de plus belle...*

*En résumé la situation arrive à une tension intolérable... On peut affirmer que d'importants événements vont se développer dans les prochains mois qui amèneront ou la catastrophe ou une détente provisoire.*

*Aucun pronostic n'est cependant possible. Le capitalisme mondial a peur et tend à reculer devant le gouffre mais les antagonismes exacerbés ne lui laissent pas beaucoup de champ !*

*En Europe Centrale, il est clair qu'Hitler ne peut accepter de laisser se développer l'offensive franco-anglaise pour lui barrer la route vers l'Est (prêts à la Roumanie, à la Grèce, traité franco-turc, etc.). En Méditerranée, il paraît difficile à Mussolini de reculer ou à l'impérialisme français d'accepter que la victoire de Franco n'amène un renversement complet des positions stratégiques dans cette partie de l'Europe, etc...*

*La question qui décidera de la paix ou de la guerre est en vérité celle-ci : les impérialismes « démocratiques » franco-anglais vont-ils accepter de lâcher suffisamment d'avantages à l'axe Berlin-Rome ? Le succès ou l'échec des marchandages dépendra de l'appréciation que chaque groupe aura du rapport des forces tant militaires que sociales et économiques.*

*Actuellement, autant qu'on puisse savoir, rien ne semble décidé mais des concessions bien dosées sont possibles, même du côté tchécoslovaque ou malgré beaucoup de bluff il faudra peut-être que Paris se résigne, sous une forme ou une autre, au protectorat allemand.*

\*\*

*En tout cas, ce serait l'heure pour le prolétariat de se ressaisir vigoureusement, la guerre n'est possible que dans la mesure où les masses sont prêtes à la faire ; cela est aussi vrai pour les pays sous le joug fasciste que pour ceux placés sous le joug du capitalisme libéral.*

*Dans la situation actuelle, le prolétariat français aurait un grand rôle historique à jouer en reprenant le chemin de l'action révolutionnaire, de l'action de classe, contre ses propres maîtres, tout en invitant ses frères exploités derrière d'autres frontières à imiter son exemple. Une semblable « contagion », si redoutée du capitalisme mondial, constitue le seul remède contre la guerre, le seul moyen non seulement d'en reculer la date mais de supprimer le risque perpétuel de conflit qu'est le régime capitaliste.*

## Le procès du P.O.U.M. pour anniver

**M**ALGRE toute une série d'événements internationaux qui se déroulent en Europe et en Extrême-Orient, etc., les événements politiques-militaires d'Espagne provoqués par la contre-révolution militaire fasciste du 18 juillet 1936, favorisés par les partis du Front populaire, dominent la situation et demeurent au centre des problèmes mondiaux : ces événements continuent d'attirer l'attention passionnée des travailleurs de tous les pays.

### Enseignements des journées de Juillet 1936

Et non sans raison. Par leur caractère initial de guerre civile et des journées de juillet et de mai, les événements d'Espagne conservent malgré tout des « souvenirs » et des enseignements pour le prolétariat international, pouvant créer des surprises.

On peut dire que le Front populaire, la coalition des démocraties et de l'U.R.S.S. avec la politique de « non-intervention », l'anarcho-syndicalisme et le centrisme, ont tout fait en Espagne, contre une solution révolutionnaire de la crise qui s'était ouverte avec la révolte militaire-fasciste, mais qui avait, en même temps, provoqué une réaction de la part de la classe ouvrière, transformée en peu de temps en contre-offensive des ouvriers et des paysans pauvres pendant les journées de juillet...

Au contact de la situation révolutionnaire, l'armée républicaine se désagrègeait, les organes de l'Etat bourgeois ne résistaient que devant la passivité et l'incapacité des partis se définissant révolutionnaires : CNT - FAI - POUM.

### Prise du pouvoir constitution des milices ouvrières, formation des Comités révolutionnaires

La situation des journées de juillet se présentait mûre et favorable à un coup d'Etat révolutionnaire. Alliée aux paysans pauvres, la classe ouvrière, dirigée par un parti révolutionnaire audacieux, même aussi « petit » que le POUM, pouvait s'emparer du pouvoir et ouvrir l'époque de la révolution socialiste. Ce fut avec la constitution des milices ouvrières, que la classe ouvrière passa à l'offensive sur tous les fronts, et avança.

Le fascisme devait passer sur la défensive, pendant des positions partout. La construction, pendant les journées de juillet, des Comités révolutionnaires des ouvriers, paysans et des soldats (organes naissants du pouvoir révolutionnaire du prolétariat) mettait la classe ouvrière au premier plan de la situation. De ce fait, la classe ouvrière et les paysans pauvres, sur le terrain social, réalisaient des conquêtes révolutionnaires d'une importance capitale. Sur le terrain politique, le prolétariat était prêt à la lutte pour le pouvoir et commençait le premier « nettoyage » du banditisme contre-révolutionnaire, principalement dans toute la Catalogne. Mais il lui manquait une direction pour diriger la lutte à fond.

### Absence de parti révolutionnaire politique de trahison des centristes

Là se trouvait la voie pour « réarmer » la lutte des ouvriers et des paysans pas encore écrasés dans le territoire occupé par le fascisme, pendant les premiers trois mois du mouvement ; et pour mobiliser le prolétariat mondial contre l'intervention du fascisme, contre la politique infâme des démocraties, du réformisme et du stalinisme de la « non-intervention ».

Sans la politique opportuniste, de trahison, de l'anarcho-syndicalisme et de ses complices centristes, la bourgeoisie ne pouvait pas, à l'aide du Front populaire, reprendre à la classe ouvrière et aux paysans, les conquêtes révolutionnaires de juillet.

C'est cette politique qui a gêné la formation d'une avant-garde du prolétariat pouvant s'élever aux tâches de direction révolutionnaire, et assurer la marche en avant de la victoire de la révolution.

C'est la politique de l'antifascisme : « vaincre Franco d'abord » de la CNT - FAI, qui a permis au réformisme et au stalinisme, agents de la

bourgeoisie dans la classe ouvrière, d'étrangler le mouvement révolutionnaire de juillet, dans la provocation sanglante des journées de mai.

Les milices dissoutes, les ouvriers désarmés, les « Comités révolutionnaires » abattus, les collectivisations démolies, les paysans chassés des collectivités agricoles, un gouvernement bonapartiste policier féroce anti-ouvrier instauré, la liberté donnée aux curés de porter « la cruz à los moribundos » (« La Vanguardia, n° 23.179) ne laissent aucun doute sur « l'organisation du défaitisme » du gouvernement, qui a ouvert les portes au fascisme. Ceux qui ont des doutes à ce sujet sont ceux qui sont restés à lécher les bottes à Staline et à « sucer » les os autour de la table du gouvernement Negrin-Azana-CNT-Comorera, en échange des bas services contre-révolutionnaires.

Le jugement fait par Plékhanov sur l'anarchisme a été confirmé par les chefs anarchistes en Espagne.

### La prose de M. Fortin

La revue d'un certain syndicalisme « révolutionnaire », « La révolution prolétarienne », publie un papier d'un petit-bourgeois : Fortin, connu pour son conformisme opportuniste à Barcelone, dépassant en stupidité et en cynisme la prose du stalinisme et constituant une véritable « immoralité » contre-révolutionnaire envers les prisonniers antifascistes d'Espagne et la classe ouvrière.

D'après ce papier, publié par « La Révolution Prolétarienne », il semble qu'en Espagne il n'y ait pas eu de défaites... et que tout ce qui est dit contre le gouvernement (qui personnalise le défaitisme) ne serait qu'inexactitudes, exagérations « qui plantent le poignard dans le dos des camarades espagnols ». Les assassins des camarades espagnols, qui ont ouvert la voie à Franco, ne sont pas ceux qui font quelques critiques à Negrin-Garcia Oliver ou à un Comorera-Azana, mais ceux qui se sont mis au service de leur politique du Front populaire, du réformisme, de la bourgeoisie, du stalinisme et de leurs lèche-bottes de l'anarcho-syndicalisme.

Nous laissons de côté la « théorie » de l'anarchisme libertaire, qui tend à justifier tout ce qui est fait par les anarchistes espagnols et internationaux (la majorité) par le fait, qu'on ne pouvait pas faire une révolution libertaire en Espagne (c'est pour cela que les anarchistes sont entrés dans le Front populaire) pour ne relever qu'une seule question d'actualité intéressant la classe ouvrière.

Pour ce Fortin, et pour « la Révolution prolétarienne » qui publie son papier, il n'y aurait que des fascistes et des « gens peu intéressants » dans la prison Modelo de Barcelone et autres prisons de la république.

Tous les agents du Guépéou de Staline ne par-

« Exterminez les Trotskystes... »

### Pour briser les plans de la nienne, unissons nos forces.

Le journal officiel du Parti Socialiste Français, « LE POPULAIRE » du 13 juillet 1938, nous apprend qu'après trois remises de jugement, l'acte d'accusation rédigé par le Procureur du Tribunal suprême « contre la trahison et l'espionnage » vient d'être communiqué aux dirigeants du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, « P.O.U.M. », emprisonnés depuis plus d'une année, et que, cette fois, le procès serait imminent.

Ce même communiqué fait savoir qu'en l'état actuel des choses, aucune garantie sérieuse ne serait assurée aux accusés, que l'œuvre de la défense est rendue difficile à cause des BRIMADES CONTRE LES AVOCATS, et que le procès se déroulera A HUIS CLOS...

Déjà, dans certains milieux socialistes, un certain nombre de militants s'élèvent contre de tels procédés qui ne sont que la répétition des fameux PROCES DE MOSCOU où les condamnations sont exécutées par ordres, après une mise en scène savamment préparée.

Notre PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, quoique en désaccord avec la politique du P.O.U.M., tient à manifester sa solidarité la plus complète avec les militants de ce parti, accusés de trahison et d'espionnage. Nous avons eu, par le contact de plusieurs de nos militants, l'occasion de juger et d'apprécier la conduite héroïque et désintéressée, dans la première année de la révolution espagnole, de ceux qu'aujourd'hui on veut assassiner.

Devant ce nouveau crime qui se prépare, par ceux qui osent encore se réclamer de la démocratie et qui agissent sous le masque de la Révolution Russe, par ceux qui, depuis une année, tiennent emprisonnés plus de

# le second saire des journées de Juillet

lent pas autrement. Quels sont les rapports de ce Fortin avec le Guépéou? C'est une question que les ouvriers anarchistes doivent poser à leur organisation et à « La Révolution prolétarienne ». Nous passons outre.

## Le procès des militants du

### P.O.U.M. confectionné

#### par un ex-monarchiste

Si les milliers de révolutionnaires militants du POUM : Andrade, Gorkin, les ouvriers « incontrolados » de la CNT-FAI et les B.-L. détenus et disparus de la prison Modelo comme Tosca, ne sont que des fascistes et des espions, qui sont donc les révolutionnaires en Espagne?

« Le Populaire » de M. Blum, qui ne peut pas être accusé de « trotskysme », écrit ce qui suit, relativement au « procès contre le POUM : « Il apparaît de plus en plus certain que le procès contre les dirigeants du POUM va avoir lieu prochainement à Barcelone. Parmi les accusés les plus connus sont : Julian Gomez (Gorkin), Juan Andrade et Andrés Nin ; ce dernier a été assassiné il y a plusieurs mois, mais l'accusation continue à le considérer comme vivant et comme coupable. Les accusés seront jugés par le « tribunal spécial contre l'espionnage et la haute-trahison » qui a été constitué « après » leur arrestation. »

« Il s'agit donc de l'application « rétroactive » d'une loi qui est inadmissible, puisque nous nous sommes toujours élevés contre cette application lorsqu'elle a été décidée par le soi-disant « tribunal du peuple » en Allemagne, ou par le « tribunal spécial fasciste » en Italie. » (« Le Populaire » du 15 juillet 1938).

Sans aucun doute, les procédés de Barcelone sont les mêmes que ceux du fascisme italien et allemand, et même pires, envers les prisonniers prolétariens.

Le « procès » de Barcelone contre le POUM, confectionné par l'ex-monarchiste-fasciste Mariano Gomez, président du Tribunal suprême, ainsi que l'appel de Dimitrov au nom de l'Internationale Communiste, dans lequel on peut lire : « L'extermination complète de la bande d'espions trotskystes du POUM, est une des conditions les plus importantes pour la victoire ». (« L'Humanité » du 17 juillet 1938), nous ont fixé ; suivant l'exemple des monstrueux « procès » de Moscou, on veut avec le « procès » de Barcelone, assassiner Andrade et d'autres militants révolutionnaires, pour démolir la classe ouvrière mondiale et anéantir les « derniers » obstacles prolétariens qui se lèvent contre la guerre impérialiste en préparation.

Qui peut encore douter de l'organisation du

## contre = révolution stali-

15.000 révolutionnaires de toutes tendances, pour le seul motif de ne pas accepter la politique du Gouvernement Négrin aux ordres de Moscou et dont certaines organisations là-bas se font les complices.

Devant cette nouvelle hécatombe de révolutionnaires qui se prépare, notre PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE lance un vigoureux appel à toutes les organisations révolutionnaires sans distinction de tendances pour, dès aujourd'hui, alerter le prolétariat français et mondial contre ces nouveaux crimes en préparation, pour exiger :

LA PUBLICATION DE L'ACTE D'ACCUSATION ;  
LA TENUE PUBLIQUE DU PROCES ;  
LE DROIT D'ASSISTANCE D'AVOCATS, MEME ETRANGERS ;

LA POSSIBILITE A UNE DELEGATION OUVRIERE ETRANGERE DE SUIVRE LE PROCES TOUT COMME CEUX QUI, AUJOURD'HUI, VONT SE FAIRE LES BOURREAUX DE CES REVOLUTIONNAIRES, L'ONT RECLAME A HITLER LORS DU PROCES DE DIMITROF.

Notre Parti se déclare prêt à répondre à tout appel en faveur des accusés et des emprisonnés d'Espagne, considérant que, seule, la solidarité révolutionnaire doit nous unir, pour arracher la liberté de militants qui, le 19 juillet 1936, ont été les premiers à faire front aux forces fascistes de Franco.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
36, rue du Château-d'Eau, PARIS (X<sup>e</sup>)  
(B.-L. pour la création de la IV<sup>e</sup> Internationale).

détailisme de la part du gouvernement de Barcelone? Peut-on encore nier que devant le dilemme : révolution ou contre-révolution, c'est-à-dire, socialisme ou fascisme, dictature bourgeoise « démocratique » - fasciste ou dictature du prolétariat, les partis du Front populaire y compris les anarcho-syndicalistes, ont choisi la voie de l'« antifascisme » du Front populaire, devant conduire à un seul résultat : le fascisme et sans reculer devant les crimes les plus odieux pour écraser la classe ouvrière.

Tous les partis du Front populaire ont donné aux événements de la guerre civile d'Espagne qui présentait toutes les caractéristiques politiques-sociales d'une guerre civile entre les deux classes fondamentales de la société : bourgeoisie et prolétariat, — un caractère au-dessus des classes, d'un antifascisme petit-bourgeois, nationaliste « démocratique » qui ne pouvait que préparer le lit au fascisme.

Une fois la guerre civile transportée hors du terrain de classe, une fois déformé son contenu national - démocratique - révolutionnaire, qui devait trouver sa solution dans la révolution socialiste victorieuse, les résultats ne pouvaient pas différer de ce qu'ils sont actuellement.

La guerre civile d'Espagne n'a pas trouvé la voie ouverte de la révolution prolétarienne, d'abord par la politique contre-révolutionnaire des partis du Front populaire, ensuite, par le manque d'un parti révolutionnaire, la seule condition pour opérer une transformation de toute la structure économique-sociale de l'Espagne. Ceci ne pouvait être réalisé que moyennant l'instauration du pouvoir du gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres : la dictature du prolétariat pouvant résoudre le problème agraire, des minorités nationales du Maroc, et des libertés démocratiques.

C'est la politique du Front populaire qui a jeté les paysans du côté du fascisme et paralysé l'action de la classe ouvrière dans le territoire fasciste, avec sa dictature féroce instaurée contre les ouvriers et les paysans dans les territoires républicains.

En ce second anniversaire de la guerre civile, des journées de juillet étrangées dans les journées de mai, la tâche des B.-L., de l'avant-garde de la classe ouvrière, consiste à faire revivre la tragique expérience du prolétariat espagnol, pour éviter de répéter les mêmes « erreurs » qui ont permis à la contre-révolution de triompher.

La classe ouvrière internationale, guidée par la IV<sup>e</sup> Internationale, et instruite des événements des journées de juillet et de mai, saura, le moment venu, faire table rase.

Pour l'instant, il faut, avant tout, arracher des pattes de la « justice républicaine » les meilleurs et les plus vieux militants révolutionnaires qui, comme Andrade, ont consacré leurs forces à la cause de la classe ouvrière. La contre-révolution du Front populaire a déjà assassiné Nin et des milliers de prolétaires, qu'elle a essayé en vain de couvrir de boue. Le gouvernement de la défaite Négrin-Comorera, secondé par les chefs de la CNT et de la FAI, doit rendre à la classe ouvrière ce qui lui appartient : Il doit libérer Andrade, Gorkin, Gironella, et tous les autres emprisonnés bolcheviks-léninistes, poumistes et cénétistes dissidents qu'il veut assassiner. Le « procès » que l'on veut tenter contre le C.E. du POUM est tout à la honte du gouvernement Négrin, qui se démasque comme un laquais servile et criminel de la bureaucratie stalinienne qui a engendré la plus monstrueuse extermination du mouvement révolutionnaire.

« La loi créant le « Tribunal spécial contre l'espionnage et la haute trahison » a été publiée dans la presse espagnole le 23 juin 1937 et officiellement quelques jours après, l'arrestation des dirigeants du POUM (Nin, Gorkin, Andrade) a eu lieu cinq jours avant, le 17 juin. Tous les faits qu'on leur reproche sont antérieurs à la promulgation de la loi, qui ne devrait donc pas leur être appliquée.

Le seul document sur lequel est fondée l'accusation d'espionnage à la charge des dirigeants politiques du POUM est un faux ; le fasciste chez lequel on l'aurait trouvé, Gofin, vient d'être fusillé presque à la veille du procès. Ce procès risque de se tenir à huis clos, c'est-à-dire sans aucune garantie de contrôle public. » (« Le Populaire », 18 juillet 1938).

Liberté pour Andrade et les autres accusés. Les véritables agents du fascisme sont les accusateurs mêmes, qui fauchent l'avant-garde de la classe ouvrière d'Espagne pour mieux laisser passer celui-ci.

## Notes Internationales

### APRES LE PLAN BRITANNIQUE

Nous qui n'avons jamais cru à la politique de « non-intervention » des démocraties et de l'U.R.S.S., dans le sens d'empêcher le fascisme d'intervenir en Espagne, admettons l'hypothèse que cette comédie tragique de la non-intervention puisse être mise en vigueur...

Le plan britannique est basé sur le retrait des volontaires étrangers, du sol espagnol... Pour les « volontaires » fascistes — dans le cas où ils seraient retirés, ce que personne ne croit — on sait qu'ils rentreront dans leur pays d'origine : Italie-Allemagne. Mais les volontaires internationaux? — sans parler des Français — italiens et allemands, où iront-ils? C'est à cette question que les partis du Front populaire doivent répondre, eux qui font semblant de défendre la « démocratie » espagnole de Négrin, qui assassine les ouvriers révolutionnaires. S'ils ne livrent pas les miliciens héroïques des Brigades internationales au fascisme, les décrets-lois Sarraut mettront ceux-ci dans de telles conditions de famine et de persécution, que l'alternative sera pour eux la même que pour les Bonomini (emprisonné à la Santé) et tant d'autres milliers de révolutionnaires arrêtés et expulsés de France, etc... pour finir entre les mains de Mussolini et d'Hitler qui les attendent... A la classe ouvrière de veiller...

### LA CONFERENCE D'EVIAN

Cette conférence convoquée sur l'initiative du Président Roosevelt a été un véritable fiasco, comme on pouvait le prévoir du reste...

Le but véritable de cette conférence, malgré tout ce qu'en ont dit les socialistes et les démocrates, consistait à faciliter aux juifs persécutés d'Allemagne et d'Autriche, une documentation et l'entrée dans les pays d'émigration.

C'était en même temps une tentative de faire vivre le Comité Nansen de la S.D.N., enterré depuis quelques années par la politique de l'U.R.S.S. qui trouva l'accord des pays réactionnaires et fascistes.

Les pays démocratiques du monde entier ont participé à cette conférence excepté les pays fascistes : Allemagne, Italie, Japon..., et le pays de la plus grande « démocratie » du monde, la Russie de Staline. Les pays invités n'ayant pas participé à la conférence ont été l'Italie et l'U.R.S.S.

Ceci n'a pas empêché les agents du Guépéou, l'ex-curé Cocchi, les Grieco, Di Vittorio, etc... de signer le télégramme au président Roosevelt, de même que les Nenni, Nitti, Cianca, etc..., remerciant le président de la « grande démocratie », d'avoir pris l'heureuse initiative d'accorder le droit d'asile aux réfugiés politiques.

La II<sup>e</sup> Internationale et les divers partis socialistes et démocrates ont fait une campagne ignoble autour de cette conférence, présentant celle-ci comme la conférence du « droit d'asile pour les réfugiés antifascistes ».

Jusqu'au mois de mars, personne ne parlera plus, maintenant... de la démocratie du dollar.

Le prolétariat révolutionnaire le sait bien, et n'attend rien de ce côté ; mais si cela eût été nécessaire, les faits ont démontré que la démocratie américaine des Roosevelt est la même que celle des Sarraut, Négrin, Staline, etc... qui ont les mains tachées du sang des révolutionnaires d'Espagne.

### « L'ITALIE A SON PAIN »

« Avec les mesures que nous avons prises, nous pouvons tranquillement affronter l'avenir. Le peuple italien aura le pain qui lui est nécessaire. » (Discours de Mussolini, du « Popolo d'Italia »).

Nonobstant le charlatanisme de la bataille du blé et des « quatre heures de travail du Duce, le dos nu au soleil », la récolte du blé n'a pas été supérieure cette année à 70 millions de quintaux.

Le « duce » a affirmé que le peuple italien a son pain ; la réalité est autre ; puisque la consommation nécessaire au peuple italien atteint 90 millions de quintaux et que la récolte a été inférieure de 20 millions de quintaux. Par la politique fasciste, en Italie, le pain est noir et immanquable et plus cher que le pain blanc en France...

La France, avec une superficie de 530.986 kilomètres carrés, contre une superficie de 310.190 kilomètres carrés de l'Italie, a produit 70 millions de quintaux : 20 millions de plus qu'elle n'en a besoin. La presse française du Front populaire demande au gouvernement de brûler les 20 millions de quintaux de blé, à défaut de trouver un marché d'exportation, afin de ne pas peser sur le marché...

Tel est le mécanisme des contradictions fondamentales de l'impérialisme aussi bien démocratique que fasciste, dont les conséquences retombent toujours sur la classe ouvrière et les masses des paysans pauvres.

En Italie fasciste, le pain est noir parce que la récolte est inférieure aux besoins du pays ; en France démocratique, le pain est cher parce que le surplus de la récolte est brûlé...

## Parade oratoire de Jouhaux



Parlant devant le vénérable Congrès des vénérables barbes de la Ligue des Droits de l'Homme à Avignon, Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. et membre du Conseil de la Banque de France, a revigoré les Droits de l'homme par des paroles énergiques :

Ce jour-là peut être proche. Octobre ou novembre peuvent nous appeler à l'action. Nous y sommes préparés. Les faciles ne passeront pas plus en octobre 1938 qu'ils ne sont passés en février 1934.

Qu'est-ce à dire ? Y a-t-il là menaces ? Et dans quel sens ? Et pour quels objectifs ?

Il suffit de lire soigneusement ces quelques lignes pour voir que Jouhaux fait le malin pour tenter d'effrayer la bourgeoisie qui entend aller encore plus loin et reprendre davantage que ce qu'elle avait lâché en juin 1936.

La réaction s'apprête. Jouhaux veut l'effrayer. « Retenez-vous, sinon nous ferons un malheur ». Mais les bourgeois clairvoyants, s'ils utilisent ces grandes phrases pour impressionner la masse des gogos qui constituent les troupes de la réaction et du fascisme, ne sont pas effrayés. Écoutez ce que dit « Le Temps » sur les déclarations de Jouhaux :

On sait bien ce qu'il y a de suffisance et de bravade dans cette éloquence sonore. On sait bien que M. Jouhaux est un tribun plutôt qu'un chef d'émeutiers. On sait aussi qu'il suffit au gouvernement de vouloir pour que les velléités révolutionnaires s'en aillent en fumée. Mais le moment est néanmoins mal choisi pour se livrer à cette parade oratoire. Il est entendu que les dirigeants du Front populaire s'évertuent à nier leurs échecs en annonçant de nouvelles victoires. Tout de même, dans l'instant, pour nous et pour ceux qui les écoutent du dehors, il vaudrait mieux qu'ils se tussent.

Nous ne sommes pas aussi forts que les rédacteurs du « Temps » pour assurer la concordance des temps conformément aux règles de la grammaire. Ceci dit, et pour de toutes autres raisons, nous disons aux travailleurs qu'ils doivent donner à Jouhaux, Frachon et Cie le conseil de se taire.

« Nous sommes préparés à l'action », déclara Jouhaux à Avignon. Or, la réalité est qu'ils ont brisé depuis deux ans l'action ouvrière, qu'ils l'ont freinée et qu'ils ont mis les ouvriers dans une position de défense alors que le patronat n'aurait pas dû avoir les moyens de relever la tête.

Octobre, novembre... Mais comment préparent-ils l'action pour cette époque ? Cette préparation n'est nulle part visible, car elle est inexistante. Tandis que celle des fascistes est réelle.

Non, on n'arrêtera pas le fascisme par des phrases sonores. Retenez-vous... ou sinon. Les travailleurs doivent se préparer à la lutte, sans leurs grands chefs plus ou moins bien aimés et glorieux. Ils doivent l'assurer en préparant la constitution des CONSEILS D'ENTREPRISES, en créant dans chaque usine et dans chaque localité les organismes qui auront pour objectif de préparer la GREVE GENERALE pour imposer le CONTROLE OUVRIER sur les entreprises. Plus certainement que les bravades de Monsieur Jouhaux, cette préparation ouvrière fera réfléchir la bourgeoisie et l'écrasera.

**SOLIDARITÉ Révolutionnaire**  
par le  
« Fonds de Secours Rouge »

## LES PSEUDO OPPOSANTS

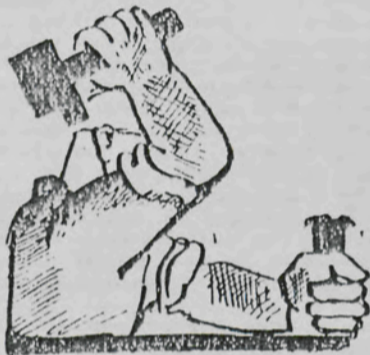
ON ne peut mener la bataille contre Jouhaux et Frachon sans combattre ceux qui leurs servent de paravent. Contre la politique criminelle du Bureau Confédéral — IL FAUT LES FORCER A SE SITUER

ENCORE PLUS CLAIREMENT

pour nous en tenir à la question de la lutte dans les syndicats (quoique le problème ne puisse être vraiment séparé de la lutte contre les partis du Front populaire) — il n'est de vraiment sérieux qu'une politique révolutionnaire. Ceux qui proposent, indépendamment de l'orientation à suivre, un bloc, un accord entre gens séparés — plus exactement entre bureaucrates évincés, aigris — ceux-là sèment la confusion. Et celle-ci ne peut que servir Jouhaux et Frachon.

Pas un numéro de « La Commune » n'a paru, pas un de nos militants n'est intervenu sans exiger de tous ceux qui militent dans les syndicats des positions claires. Nous avons montré ce qu'était « Syndicats », « La Révolution prolétarienne », « Le Centre d'Action Syndicale contre la Guerre », nous avons signalé les équivoques et les silences du « Libertaire » (nous disons « et les silences » car ce n'est pas nouveau ce système du silence employé pour le procès du P.O.U.M.).

Nous avons aussi, nous plaçant sur un tout autre plan, critiqué les insuffisances du « Cercle Lutte de classes » tout en soutenant sans réserves tout ce qu'il y avait de progressif dans son activité.



Les événements ont permis aux uns et aux autres de se situer plus nettement. Les progrès stalinien dans les Syndicats (dans l'appareil du moins) et les tentatives d'une alie du capitalisme français de trouver un compromis pour éviter une prochaine crise sociale, ont contribué à différencier les opposants des pseudo-opposants.

Jouhaux, Belin, « Syndicats », tous les flics et francs réformistes ont applaudi chaleureusement à la rencontre de Pontigny. La rencontre n'était nullement surprenante : il s'en passe d'autres dans les loges franc-maçonniques (où l'on va aussi « s'instruire » comme à Pontigny). Mais elle fit sensation.

Dumoulin, qui anime le « Centre d'Action Syndicale contre la Guerre » défend Belin promu future victime du stalinisme : il peut perdre... à non pas sa vie comme Reiss, mais son fauteuil au Bureau confédéral. Vous n'allez pas faire ça, vous Chambelland et vous anars...

Mais, pas du tout, répond Chambelland. Je suis pour le bloc avec vous, « Syndicats », et contre vos banquets « où la chère est sans grands attrait » (R. P., n° 274).

Mais pour quel nous prenez-vous ? Vous devriez pourtant nous connaître ? déclare la rédaction du « Libertaire Syndicaliste ».

Eh oui, on connaît : pas loin, mais pas loin du bout des gens du « Peuple ». Avec eux, la belle « tradition française » et sus au holchevisme.

Contre tous ceux qui ne sont que des pseudo-opposants, une minorité avec les instituteurs de l'« Ecole Emancipée », du « Cercle Lutte de classes » s'est affirmée beaucoup plus nettement, repoussant les propositions et les appels pour un bloc avec les réformistes de tout acabit contre les stalinien.

Accentuer cette voie, obliger de Dumoulin, au « Libertaire », en passant par Belin, Chambelland, tous ces hommes à se prononcer clairement, les débarrasser politiquement, les obliger à être plus franchement les opposants, les serviteurs de sa majesté Jouhaux, c'est là-dessus qu'il faut frapper encore plus fort.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures  
36, rue du Château-d'Eau, 36

## LE COIN DU

Les métallos et les

accidents d'aviation

Les métallos sont « sages ». En fait, s'il y a moins d'accidents, de remous, de causes de conflit, c'est parce qu'on est pris par la « période des vacances », mais elle durera beaucoup moins longtemps que la vie chère et on ne manquera pas de s'expliquer avec les patrons.

Les bonzes syndicaux, satisfaits de leur bonne cuisine de congrès, ont, pour manifester leur existence, tenu de s'exprimer sur les récents et nombreux incidents d'aviation. Ce n'est pas la faute aux ouvriers, ont-ils écrit en réponse aux saletés traditionnelles des journalistes réactionnaires, toujours prêts à faire porter toutes les responsabilités sur le « lampiste ».

Ce n'est pas la faute aux ouvriers. Pour développer ce thème juste, les stalinien ont eu recours à une argumentation dont on peut dire pour le moins qu'elle est lamentable. Ils ont dit que les ouvriers voulaient que la France ait de bons avions, qu'ils travaillaient et qu'ils travailleraient sans compter pour cela ; ils n'ont donné que des raisons accessoires pour expliquer les accidents.

Il est déjà loin le temps où, avec « l'Humanité », le Syndicat des Métaux répondait, face aux infames réactionnaires, que les ouvriers n'étaient pas des saboteurs parce que ce n'était pas là pour eux une méthode de lutte, que le sabotage était le fait du patronat animé avant tout par le désir de faire des profits, même sur la vie et la mort des hommes. Il est loin le temps où l'on dénonçait comme cause principale — aujourd'hui encore beaucoup plus vraie qu'autrefois — l'utilisation intensive d'un matériel et du personnel pour la préparation de la guerre impérialiste. Les Costes, Croizat et autres participent à cette infernale préparation et cherchent à ne pas le faire remarquer.

Quant aux gars de l'aviation, c'est par trahison qu'ils subissent maintenant les 45 heures et pas par un patriotisme dont la plupart se foutent. Et ils se prépareront, malgré messieurs les députés membres de la Commission de l'Aéronautique, à reprendre le terrain perdu, à reconquérir les 40 heures. Aujourd'hui, c'est le calme, mais le calme avant la tempête.



**L'enfance en**  
Continuez de mourir,  
chine... Pour vous  
d'argent.

L'Indochine française, la seule où un embryon à Saigon, la ville « privilégiée » de statistiques officielles, sur la mortalité infantile ES chiffres effrayants nous sont fournis, par les d'assistance sociale essaye d'exister.

Ces statistiques officielles, appuyons sur ce dernier mot, nous donnent, pour la mortalité infantile en général, dans la ville, c'est-à-dire pour les enfants de la naissance à la première année de vie :

Pour 1933, un pourcentage de 45,97, ce pourcentage décroît et tombe à 43,60 pour 1934, puis remonte à 45,50 et nous donne enfin, pour 1937, dernière année étudiée, le chiffre d'oscillation de 43,04.

La moitié des enfants que mettent au monde ces mères sont donc condamnés à disparaître, faute d'hygiène, faute de soins lorsqu'ils sont malades, grâce aussi à la misère physiologique de leurs nourricières.

La mortalité.

Si nous étudions la proportion d'enfants morts-nés, baromètre de la misère physiologique de toute la population adulte, nous avons, en partant de 1933, le pourcentage de 8,69 ; en 1935, le chiffre tombe à 6,66, puis se relève jusqu'à 7,02 et donne, en 1937, également un chiffre d'oscillation, 6,94.

Ajoutons à cela que le total annuel des décès pour Saigon, enfants et adultes, de 2.438 en 1933, s'élève à 3.155 en 1937, soit une augmentation de près de 30 %.

Il n'existe pas, à Saigon, une seule maternité officielle gratuite, mais quelques maternités privées y réunissent 229 lits — 229 pour une capitale. C'est tout ce à quoi l'effort civilisateur de « la France » a pu aboutir, en faveur des mères et des enfants, dans la perle de ses colonies ; et 154 lits dans la ville de Cholon. Soit 383 au total. C'est tout.

Cependant un Comité de l'Enfance bavarde à Saigon, organisant des parliotes et des fêtes de charité.

Les chiffres nous font défaut pour le reste de l'Indochine, pour l'intérieur du pays, les campagnes où les paysans n'arrivent pas toujours à mourir de faim.

Officiels et étudiés sur la brillante capitale, ils nous laissent supposer ce qu'il en est de l'enfance dans le reste du pays. Là, la statistique préfère se taire.

Reprenons donc le seul chiffre que nous ayons, 383

# PROLO

## Après le Congrès de la Métallurgie Parisienne

Il n'est guère besoin de revenir longtemps sur le Congrès des Métaux parisiens. Il en est sorti, comme nous l'avons déjà dit, une résolution donnant un pouvoir d'exclusion aux mains de la direction. Mais cela c'est peu de chose ; les militants révolutionnaires le savent, car la situation posera les problèmes sur un autre plan que celui des timbres syndicaux collés sur la carte. Et les bonzes staliniens le savent aussi qui préparent d'autres moyens plus radicaux, qui préconisent, dans des cercles de plus en plus larges, la violence, la destruction physique des militants révolutionnaires.

... Comme en Espagne et comme en U.R.S.S... Des compte rendus du Congrès, il n'en est guère question. Frachon Benoit a fait un exposé aux délégués (en séance particulière) et il est retourné dans sa voiture méditer sur les moyens d'augmenter la production.

Un Congrès qui ne comptera pas. Il n'a pas examiné sérieusement la grève passée, il n'a pas préparé la lutte à venir. Les métallos ne quitteront pas leur syndicat, non pas à cause des « œuvres sociales », mais malgré elles, parce qu'ils n'ont aucune raison d'abandonner définitivement cette organisation aux bureaucrates vivant aux crochets de la classe ouvrière. Mais ils prépareront la constitution des Conseils d'usines, de ces organisations qui, comme les Soviets, naîtront et grandiront dans les luttes jusqu'à mener la bataille définitive pour le pouvoir.

### LA POLITIQUE DE LA « PAUSE » ET SES RESULTATS DANS LES SYNDICATS

#### SYNDICAT DES METAUX PARISIENS :

Congrès de juillet 37 :  
250.000 syndiqués représentés.

Congrès de juillet 38 :  
192.000 syndiqués représentés.

**Indochine**  
petits enfants d'Indo-  
sauver il n'y aura pas



lits de maternité, et essayons de mettre en regard de ce chiffre dérisoire celui des sommes dépensées pour les fêtes de réception d'un souverain voisin.

Un premier crédit fut voté de 34 millions de francs. Des circonstances de sa vie privée faisant décider au roi de remettre son voyage et la pluie s'en mêlant, décollant le papier des lauriers d'or, et faisant pleurer le rouge des drapeaux sur le blanc, le vote d'un deuxième crédit devint « nécessaire », nous assura-t-on, et en avant pour 30 nouveaux millions. Nous atteignons déjà 64.

Ne pas oublier que la Ville de Paris disposait déjà d'un crédit important pour les fêtes et réceptions diverses, et qu'elle y puise des sommes dans la mesure où les 64 millions ne lui suffisent pas, c'est-à-dire, certainement. Ajoutons à cela les nouveaux crédits qu'elle votera, sans trompettes cette fois, une fois l'hôte illustre reparti, pour dépendre les guirlandes et festons, déraciner les colonnes et poteaux de foire et remiser les médailles et autres accessoires de pacotille.

Et dans les autres villes où passera le roi ?

Et les crédits supplémentaires pour le renforcement de la police ?

Du travail pour les ouvriers du pays ? De sérieux bénéfices assurés pour les entrepreneurs et les fournisseurs, oui. Quant au travail, il eût pu, ce même travail, être utilisé plus utilement pour la masse du prolétariat lui-même, que l'on berne et berce avec les fêtes populaires, bals de rues, feux d'artifices, tam-tams et autres réjouissances dispensatrices de gâté factice et d'aveuglement.

Continuez de mourir patriotiquement, petits enfants d'Indochine. Avec les quelque quatre-vingt à cent millions que nous fait dépenser pour une parade l'impérialisme français, combien de lits d'hôpital gratuits aurait-on pu fonder, en Indochine, et ailleurs ? Aux spécialistes de faire le calcul. Mais nous n'avons pas besoin d'en tirer le chiffre pour imaginer ce que l'argent dépensé et les heures de travail fournies auraient pu éréer d'utile et d'heureux pour les travailleurs d'ici ou de là-bas.

## Une assemblée générale des syndiqués des "Trois-Quartiers"

Les licenciements dans les grands magasins ne cessent pas et si leur importance en nombre a diminué, ils doivent, selon le plan patronal, atteindre successivement toutes les entreprises.

Quelques-unes qui y avaient échappé ont subi leur tour avec un retard et parmi celles-là, on compte les « Trois-Quartiers ».

La Direction y procéda avec une certaine habileté ; profitant du désarroi semé depuis des mois dans la nouveauté, elle a pu licencier une quarantaine d'employés environ, sans susciter aucune réaction vigoureuse.

L'application de cette mesure produit à chaque fois un flottement dans l'esprit des syndiqués et la section syndicale invita ceux-ci à une réunion.

Une minorité importante, fidèle et combative, attendait avec intérêt les explications que devait fournir Carasso, secrétaire de l'U. des S., invité pour la circonstance.

Celui-ci débita le discours-cliché habituel sur les manœuvres patronales et ces méchants patrons qui ne veulent pas respecter les lois sociales.

Il rappela que la C.G.T. n'était plus disposée à se laisser ainsi grignoter et que celle-ci allait créer un climat (?) favorable pour une action générale d'envergure comparable à celle de juin 1936.

Ces déclarations, répétées depuis des semaines, ne suffirent plus à alimenter la volonté des camarades désirant passer réellement à l'action et un délégué qui lui succéda rappela vivement que les déclarations faites ne coïncidaient pas du tout avec la combativité et l'esprit de lutte qui se manifestent dans la classe ouvrière. Il rappela fort opportunément que, simultanément, la grève du 14 décembre 1937 de la Nouveauté, les usines Goodrich se mirent en grève pour empêcher un licenciement et que devant un essai d'évacuation brutale de celles-ci par la force, une manifestation formidable se déroula, que cette nouvelle vague de puissance ouvrière n'avait pas été utilisée pour imposer une loi sur le contrôle de l'embauchage et du congédiement. Au contraire, on l'avait freinée. Rappelant une phrase que Carasso, le précédant, avait prononcée : si les employés avaient pu avoir des illusions sur la bonne volonté patronale, les chefs, eux, n'en avaient pas ; il lui demanda comment eux, qui possédaient cette expérience, avaient pu ainsi croire dans les promesses faites et ne s'étaient pas servis de la puissance de la classe ouvrière quand elle était en mouvement.

Cette intervention fut bien accueillie par les camarades présents. Le délégué de l'Union, Carasso, n'avait pas cru devoir écouter les syndiqués prenant la parole, il avait quitté la salle peu après avoir placé son jus ; le représentant du Syndicat des Employés tenta vainement de démontrer que la direction n'avait pas eu tort.

Cette réunion démontre de plus en plus aux militants d'avant-garde que le nombre des syndiqués qui cherchent à comprendre les causes du recul des organisations syndicales grandit. Ne pas manquer de dénoncer les trahisons des directions syndicales est absolument nécessaire, mais ceci sera sans lendemain si les employés conscients de leur classe ne se groupent au sein de leur entreprise, sur la base politique comme sur la base syndicale, pour balayer les directions embourbées dans la collaboration de classes qui ne mènera les travailleurs qu'à la perte de tous les avantages acquis.

## Et la Prochaine Convention collective de la Nouveauté ?

Où en est la préparation d'un projet contenant les nombreuses lacunes constatées dans son application depuis deux ans ?

Suivant les termes de la convention collective, celle-ci doit être dénoncée dans les deux mois précédant son expiration.

A-t-on consulté les syndiqués pour leur demander leur avis sur la question ?

L'année dernière, cette même Convention ne convenait pas et on se préparait à la dénoncer si les patrons ne l'avaient fait avant. Mais, maintenant, on attend que les patrons la dénoncent, ce qui ne manquera pas ?

Mais qu'envisage le syndicat pour conserver les avantages acquis et pour les améliorer ?

Voilà un certain nombre de questions parmi d'autres que chaque syndiqué se doit de demander des explications au syndicat.

Que chacun prenne son sort dans ses propres mains, s'il ne veut pas se trouver devant une situation pire que celle d'avant juin 1936.

## D'une semaine à l'autre

12 JUILLET

**G**ERARD LERETOUR, objecteur de conscience, est à nouveau condamné par le tribunal du Mans à six mois de prison et cinq cents francs d'amende sous le délit « de provocation à l'insoumission et au renvoi du livret militaire et des fascicules de mobilisation ». Nous nous sommes à plusieurs reprises délimités politiquement des objecteurs de conscience et pensons que pour lutter contre l'impérialisme français et ses valets qui préparent activement la guerre, il faut autre chose qu'une résistance passive. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour dénoncer la répression qui frappe Leretour et les objecteurs de conscience et nous associer à la lutte révolutionnaire contre cette répression.

13 JUILLET

L'agitation continue en Palestine où soixante juifs viennent d'être massacrés près de Nazareth. La gravité de la situation dans le Nord de la Palestine est indéniable. La tension s'accroît. Des troupes britanniques rappelées d'Egypte viennent d'arriver en Palestine et sont appuyées par plusieurs unités de l'Amirauté anglaise.

14 JUILLET

Emprunt de défense nationale (!) ; défilé de troupes et cortège rituel du Front populaire de la Bastille à la Nation, où les manifestants confirment le serment du Rassemblement populaire... Des travailleurs ont confirmé leur serment devant ceux de qui se confirme la trahison !

15 JUILLET

Millionnaire et par surcroît aviateur, Howard Hughes, battant tous les records, boucle le raid autour de la terre New-York - New-York : 22.944 km.) en 71 heures 11 minutes de vol, et en un temps effectif de 3 jours, 19 heures, 14 minutes, 10 secondes. Le pilote, répondant aux ovations, condamne l'aviation comme arme de guerre et dédie son exploit « à la grande fraternité du monde ».

En suite de quoi l'Angleterre s'empresse de doter son aviation militaire de 400 moteurs d'appareils analogues à celui d'Howard Hughes... en toute fraternité, bien entendu.

16 JUILLET

Rente des travailleurs : Pendant que siège le Conseil National de la Fédération des Mineurs, une inondation surprend sept hommes dans une mine de l'Hérault ; trois sont noyés.

17 JUILLET

Depuis trois mois, les mariniers du Rhône étaient en grève pour imposer le respect des 40 heures. Le conflit prend fin sauf en ce qui concerne la Compagnie Lyonnaise, qui conserve une équipe de briseurs de grèves et prétend ne pas reprendre son ancien personnel.

18 JUILLET

A Marseille, les grévistes de la métallurgie décident la reprise du travail et à Guingamp, les prolos de l'entreprise Tanvez font de même après un mois de lutte.

Avec un luxe inouï de forces policières — qui n'ajoutent rien à la décoration de la capitale — le Paris officiel et républicain s'apprete à crier : « Vive le Roi ! ». Tou' journal donnant une note opposée sera démocratiquement saisi.

# Dans les P. T. T.

## Au Central télégraphique

Il aura fallu vivre deux années complètes sous le règne du Front populaire avant de voir (enfin !) les membres de la Commission d'Etude Fédérale du Central Télégraphique de Paris se montrer favorables à un mouvement de grève des fonctionnaires. Deux années durant lesquelles quelques camarades seulement, qui avaient compris la grande duperie, n'ont pas cessé de combattre la mystique du Front populaire et de dénoncer les contradictions internes de ce rassemblement dont le bilan ne pouvait se chiffrer que par une inéluctable faillite.

Aussi, après un tel revirement de la grosse majorité des responsables locaux, il était aisé de prévoir que l'Assemblée générale de la sous-section fédérale se prononcerait également en faveur de la cessation du travail.

Cela n'a pas manqué de se produire, mais il convient de noter que la plupart des camarades n'ont pas entièrement assimilé les dures leçons des luttes ouvrières de ces dernières années et restent encore à la merci de la trahison de la bureaucratie syndicale.

De la discussion générale et du contenu des ordres du jour présentés, il ressort que beaucoup d'illusions et de confusions subsistent dans l'esprit de l'ensemble du personnel. C'est ainsi qu'une partie des syndiqués apportèrent leurs voix à un texte qui envisageait abstraitement la grève et faisait confiance à la Fédération Postale pour diriger efficacement ce mouvement.

Contre la conception de ceux qui attendent que les directives viennent des sommets, des camarades relatèrent dans quelles conditions les batailles passées s'étaient déroulées puis terminées négativement par la volonté des hauts dirigeants syndicaux et indiquèrent que la chance de succès durable du mouvement ouvrier résidait dans l'organisation et la direction de l'action par la base elle-même. Ils demandèrent en outre que le voyage des souverains britanniques soit le prétexte d'une manifestation d'hostilité des travailleurs de France envers les agents de l'impérialisme anglais ; avec force, ils mirent en relief le refus par Daladier d'accorder satisfaction au relèvement des traitements des fonctionnaires, alors que 64 millions (avoués) ont été réservés à la réception royale.

Ils proclamèrent la nécessité de l'établissement d'une liaison entre les sections syndicales des P.T.T. en particulier, et en démontrèrent par avance les conséquences heureuses dans la réalisation de la lutte directe.

L'assemblée se rallia à ce point de vue et approuva conjointement l'éventualité d'une concentration des fonctionnaires des branches diverses.

Afin de concrétiser ces diverses modalités pratiques de préparation morale et matérielle de la grève générale, les camarades posèrent le problème de la tenue de congrès régionaux corporatifs et intercorporatifs, avec représentation directe des travailleurs des usines, des bureaux et des diverses entreprises, pour l'élaboration du programme d'action de la classe ouvrière.

Il est indispensable que tous les camarades s'imprègnent absolument de la nécessité d'organiser eux-mêmes l'instrument de la victoire prolétarienne. Qu'ils se pénétrant de la devise de Karl Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

C'est leur seule chance de salut.

## Réunion des cadres syndicaux

**D**EPUIS le refus du gouvernement Daladier de satisfaire les légitimes revendications des fonctionnaires, le mécontentement grandit de plus en plus.

Les dirigeants syndicaux, devant la volonté de lutte manifestée par les travailleurs de l'Etat, ne savent plus comment ils vont dégager leurs responsabilités et se mettre à l'abri des critiques consécutives aux multiples échecs causés par leur politique de collaboration des classes.

Après le Comité Régional restreint des Employés des P.T.T., la Fédération Postale a convoqué à Paris, le lundi 11 juillet, une assemblée de cadres afin d'essayer de freiner le plus possible l'action des masses, la preuve en a été donnée au cours de cette réunion.

Gourdeaux, rapporteur, défendit tout d'abord les méthodes parlementaires, car, selon lui, un mot d'ordre de grève n'aurait pas été suivi ; ensuite ce fut le bayardage gauchiste qui consiste à masquer une politique de capitulation pratiquée depuis 1936.

Il faut agir ! il faut préparer l'action ! les P.T.T. ne doivent pas attendre les autres corporations pour faire un mouvement ! etc... Autant de formules creuses ne constituant pas une base pratique de combat, car rien n'est prévu pour lutter.

Par ailleurs, il a soin de donner un coup de frein aux bureaux qui se placent à l'avant-garde du mouvement revendicatif, en condamnant les mouvements sporadiques qui peuvent, par leur exemple, mettre le feu aux poudres.

Puis, défendant le Front populaire, c'est-à-dire la collaboration avec des Partis bourgeois (radicaux genre Daladier et Herriot), il réclama d'urgence l'application du programme du Rassemblement populaire et pour les riches, « il faut que la loi soit impitoyable ».

Gourdeaux se moque de nous ! Les prolétaires savent bien qu'il n'y a pas d'autre loi au monde que celle de la force pour faire rendre gorge aux capitalistes.

Au cours de la discussion, la plupart des camarades ont traduit le mécontentement et la volonté de lutter des postiers.

Un orateur dénonça la carence des organisations syndicales au sujet des 40 heures et des traitements. La loi de la semaine de 40 heures devient une rigolade ; il est évident, dit-il, que l'on ne peut réduire les heures de travail pour les fonctionnaires puisque la C.G.T. discute avec le Patronat pour assouplir la loi afin d'obliger les ouvriers à faire 45 heures.

D'autre part, certains camarades réclamèrent abstraitement la préparation de la grève générale, sans faire de propositions pratiques.

Pour conclure les débats et répondre aux nombreux interrupteurs qui demandaient le mot d'ordre de grève immédiat et qui posaient le problème de la cessation du travail le 19 juillet, jour de l'arrivée du roi d'Angleterre, Gourdeaux déclara : « Nous ne voulons pas donner un mot d'ordre de grève immédiat ». C'est clair. Sous le fallacieux prétexte de mieux préparer la grève (sans indiquer comment on va la préparer) et des difficultés pour savoir quand il sera utile de déclencher un mouvement ; les dirigeants syndicaux complices des parlementaires du Front populaire qui votèrent les pleins pouvoirs à Daladier, veulent empêcher les masses laborieuses de lutter pour leurs revendications.

Les fonctionnaires ne peuvent plus faire confiance et doivent se libérer de l'emprise des bons syndicaux qui les trahissent. Dès maintenant ils doivent s'organiser et adopter pour base de travail celle qu'un groupe de camarades a présentée sous forme de résolution au Central Télégraphique, car elle constitue une orientation pratique de lutte.

**Résolution. — L'Assemblée générale de la Sous-Section Fédérale du Central Télégraphique, réunie le 8 juillet ;**

**Considérant :**

Qu'après deux années de pouvoir, le Front populaire n'a pas répondu aux espérances de la classe ouvrière ;

Que les revendications obtenues en juin 36 par l'ACTION DIRECTE des travailleurs sont reprises progressivement par le patronat ;

Que l'activité exclusivement parlementaire des organisations se réclamant de la classe travailleuse s'avère incapable de maintenir les avantages acquis d'une part, et qu'elle conduit à un rejet brutal des revendications légitimes

Les lecteurs de « La Commune » ont sans doute été les premiers inquiets de nous voir donner aucune information sur la grève des Techniciens et Employés de la Métallurgie de Marseille qui fut suivie du lock-out des ouvriers métalliques.

Cela est dû à une courte absence de notre correspondant ouvrier au début du conflit et nous n'avons voulu faire de fausses appréciations sur un mouvement embrassant plus de 9.000 prolétaires, à travers la lecture plus ou moins fautive des journaux allant de « la droite à la gauche ».

Brièvement, nous rappelons l'origine de la grève. Faisant partie de l'attaque générale du Patronat sur le plan national contre les libertés ouvrières, chèrement acquises en juin 36, la Société Provençale de Constructions Navales (S.P.C.N.), licenciée, vers la mi-juin, le secrétaire des Techniciens Papazian, sous le fallacieux prétexte qu'il était trop dérangé dans son travail de dessinateur par les revendications normales et journalières de ses camarades d'atelier.

Après diverses propositions « conciliatrices » du Syndicat des Techniciens, car Papazian, à part ses attributions syndicales, est également du Parti communiste-stalinien, qui voit d'un sale œil toute cessation de travail pour « la défense de la Nation » (La S.P.C.N. reçoit presque toutes ses commandes de l'Etat) et qui, à part quelques cris platoniques, fera tout pour la reprise du travail comme nous le verrons par la suite.

La S.P.C.N. n'accepta pas la conciliation.

Ne pouvant plus reculer sans se compromettre gravement aux yeux de la classe ouvrière de Marseille, le Conseil syndical des Techniciens fit appel, le 23 juin, à la solidarité de tous, et la grève générale des techniciens des usines fut décidée ce jour-là, au meeting tenu derrière les terrains Saint-Charles.

Première faute ; aucune usine ne fut occupée (sauf à la S.P.C.N. qui fut occupée jusqu'à deux heures du matin et que les ouvriers quittèrent sur

des fonctionnaires (revalorisation des traitements, échelle mobile, 40 heures, etc...) ;

D'autre part :

Considérant par ailleurs :

Qu'un crédit avoué de 64 millions a été accordé pour la réception du roi d'Angleterre, agent principal de l'impérialisme anglais, et que ce voyage a pour but le renforcement de l'alliance militaire anglo-française et la préparation de la guerre ;

Constatant, par ces faits essentiels, la faillite et la trahison de l'expérience du Front populaire ;

Condamne les préjugés et les méthodes d'activité basées sur l'utilisation du parlementarisme bourgeois et la collaboration de classes qui ont abouti aux difficultés vitales actuelles.

En conséquence, l'Assemblée générale, devant la gravité de la situation, proclame la nécessité de recourir aux méthodes de la lutte des classes intransigeante ;

Décide :

De s'emparer des moyens d'action que les circonstances justifient et de proposer aux sections syndicales de la C.G.T. (de Paris et de province) à l'occasion de la venue du roi d'Angleterre, le 19 juillet, la CESSATION DU TRAVAIL, prélude à la grève généralisée à tout le prolétariat.

Décide en outre :

Que pour lier les travailleurs entre eux dans l'action, de faire appel également à tous les organes syndicaux (Sections) pour organiser la tenue rapide de congrès régionaux corporatifs et intercorporatifs avec représentation directe des travailleurs des entreprises, afin que les exploités élaborent eux-mêmes leur programme d'action.

C'est la seule voie capable de faire triompher nos revendications. »

Au moment où nous écrivons ces lignes, le mouvement pour une grève le 19 juillet n'aura pu se développer hélas avec ampleur. Mais l'essentiel de cette résolution, l'organisation de congrès de travailleurs des entreprises devant permettre aux prolétaires de s'orienter sur la voie du combat et de créer leurs directions, « les Conseils d'entreprises (Soviets) » capables de les conduire à la victoire, donne la voie à suivre.

Camarades des P.T.T., c'est vous que les autres fonctionnaires regardent. Il est temps d'engager l'action !



Une grève des

les injonctions « des responsables », le patronat pouvait très bien renvoyer du personnel illégalement. Mais les ouvriers ont tort d'enfreindre la légalité bourgeoise, n'est-ce pas, Monsieur Enjalbert ?

Après cette faute grave, la non-occupation des usines, le Patronat fut fort à l'aise pour employer les basses manœuvres de chantage et de calomnies pour diviser le mouvement et opposer les métalliques aux techniciens.

Sa première attaque fut de lockouter les ouvriers, en indiquant que c'était la faute aux techniciens qui, au nombre de 1.500, empêchaient 7.500 ouvriers de travailler.

Puis il insinua que Papazian était un ancien officier turc et que c'est la faute à l'étranger s'il y avait du grabuge en France.

Rien n'y fit, aucun de ces moyens ne pouvait entamer la combativité des prolétaires en lutte, ce que le Patronat ne put faire, ému par la résistance des ouvriers, le « grand chef » Croizat, descendu spécialement à Marseille, et le petit chefillon local Enjalbert se sont chargés de le faire, naturellement avec les formes voulues qui trompent encore les ouvriers mais nous espérons pas pour longtemps encore.

Egalement était venu de Paris, pour soutenir la grève, Tissot, de la Fédération Nationale des Techniciens.

Ce dernier fut le seul à aider effectivement les ouvriers en grève et être à la tête de toutes leurs manifestations, malgré que nous estimons qu'il eut tort de ne pas dénoncer ouvertement les difficultés qu'il rencontrait à chaque pas, pour que la grève soit victorieuse, auprès des chefs syndicaux et des élus « populaires » qui ne voulaient à aucun prix un élargissement du conflit.

Dans toutes les réunions du Conseil de l'Union départementale, Tissot se heurta à la bienveillance des « camarades » Croizat, Nedelec et Enjalbert, qui lui assurèrent le « soutien moral »

## Les Cheminots de Laroche se prononcent pour la grève générale

Le Congrès de la Fédération des Cheminots s'est passé de façon heureuse pour les dirigeants. Semard et un de ses amis ont parlé, parlé, parlé. Aux délégués, le temps de parole fut chronométré.

Mais les salaires des cheminots, comme ceux des fonctionnaires sont des plus misérables et le mécontentement grandit chez les cheminots. Pour le Congrès, les cheminots de Laroche ont apporté une motion proposant la grève générale. Il en a été à peine fait mention dans « Le Peuple » en rendant compte... d'un des discours de Semard au Congrès.

Les cheminots de Laroche — qui ne se croyaient pas des « trotskystes » ont été vertement rabroués par les bonzes de la Fédération, dont Semard, qui siège au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. Comment peut-on, en régime capitaliste, être à la fois le représentant des cheminots et un membre de l'Administration des chemins de fer? Il est impossible de résoudre autrement la question qu'en trahissant les intérêts des ouvriers, car le patronat n'appelle pas à lui qui ne lui rend pas service.

Semard, administrateur de la S.N.C.F. est aussi responsable de ce fait des licenciements de journaliers, qui se font nombreux, surtout à Laroche.

Aux cheminots de ce centre important, où des dirigeants syndicaux locaux veulent faire sévir un régime d'arbitraire et de silence, les militants locaux du P.C.I. ont distribué le tract suivant :

### CHEMINOTS DE LAROCHE !

Vos salaires ont été dévalorisés par la montée du coût de la vie. Le Gouvernement refuse les augmentations nécessaires pour vivre.

Les journaliers sont congédiés, parait-il pour manque de crédits. Mais de l'argent pour la préparation à la Guerre, on en trouve toujours.

Vous voulez imposer vos revendications par la grève générale, vous avez transmis cette proposition au Congrès de votre Fédération. La proposition a été combattue par les dirigeants qui réclament cependant des augmentations de cotisations.

Et maintenant, pour votre proposition de grève générale, vous seriez accusés par les dirigeants syndicaux de faire du tort au Front Populaire, d'être indisciplinés, etc...

Faire du tort? A qui?

On ne sert pas les cheminots en participant, avec les anciens barons du rail, avec les Dautry et autres, à la Direction de la S.N.C.F.

On sert les travailleurs en préconisant la lutte de classes et en organisant les travailleurs pour mener celle-ci.

métallos à Marseille



mais qu'ils ne pouvaient faire plus actuellement, qu'il fallait attendre la sentence du sur-arbitre, M. Chaillé, pour prendre une décision.

La sentence Chaillé, après une dizaine de jours d'attente, arriva avec les conclusions normales d'un arbitre au service de la bourgeoisie : 1° Pappazian doit rester deux ans sans travailler, malgré qu'il n'ait commis aucune faute professionnelle, alors que légalement Pappazian a le droit de poser sa demande de réintégration trois mois après son licenciement.

2° Aucune sanction ne sera prise pour faits de grève et le contrat de travail du personnel ayant participé à la grève sera considéré comme ayant été simplement interrompu par celui-ci, et nos patriotes de gauche de ne souligner dans leurs journaux que ce dernier point qui est pour eux une victoire.

Ce ne fut pas l'opinion des techniciens qui, réunis le dimanche matin, 17 juillet, à la Salle Ferrer (vieille Bourse du Travail), tirèrent, par l'organe de Tissot, les leçons de la défaite momentanée de leur corporation.

Une résolution qu'ils votèrent à l'unanimité à l'issue de leur réunion, stigmatisait non seulement le patronat mais dénonçait également l'insuffisance de l'aide apportée par les dirigeants de la C.G.T. et leur inertie complète et voulue au cours de la grève.

Mais pourquoi diable cette résolution doit-elle être secrète? Craint-on que les ouvriers comprennent trop vite la trahison dont ils font les frais?

Quant au prétexte que la bourgeoisie pourrait s'emparer des termes de la résolution pour jeter le trouble dans les consciences ouvrières, cela ne tient pas debout, c'est en cachant la vérité à la classe ouvrière que celle-ci peut être désorientée.

Devant ces faits, le rapport des forces en leur défaveur, les techniciens décidèrent la reprise du

Les avantages qu'ont pu avoir les travailleurs de l'industrie privée voici deux ans, ce n'est pas au Front Populaire qu'ils les doivent, mais à leur action, à l'occupation des usines. Le Front Populaire vous a prêché le calme, à vous et aux fonctionnaires (c'est pourquoi vous n'avez rien eu), il a fait faire la pause : c'est pourquoi les ouvriers perdent chaque jour une partie du terrain gagné.

Ceux qui disent ces vérités que pas un ouvrier ne peut plus contester, les dirigeants du Front Populaire et des Syndicats les dénoncent comme des « provocateurs ». Les trotskystes connaissent aujourd'hui les calomnies lancées il y a vingt ans contre les bolcheviks, contre l'homme au couteau entre les dents, parce qu'ils continuent la lutte des bolcheviks de jadis.

Pour savoir pourquoi les Directions sont défaillantes et comment lutter malgré tout, apprends à connaître l'activité du Parti Communiste Internationaliste (IV<sup>e</sup> Internationale), lis son journal : « La Commune », plus de dix fois poursuivie en un an.

### PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Ce centre qui fut, en 1920, à l'avant-garde, redeviendra fidèle à la tradition révolutionnaire. Par la lutte contre le réformisme — contre ceux qui, tels Semard et Midol, ont sombré dans la collaboration de classes — les cheminots de Laroche feront triompher leur mot d'ordre parmi la masse des cheminots. Ils la prépareront en accord avec les militants révolutionnaires. Il ne faut plus que, comme le 12 février 1934, et comme en juin 36, seuls les cheminots ne soient pas dans la bataille avec leurs camarades des autres professions.

### DEFENSE DE PARLER CONTRE LA GUERRE LE JOUR DE L'ARRIVÉE DU ROI D'ANGLETERRE

A Clichy, le « Groupe d'Action contre la Guerre et l'Union sacrée » formé par des militants de diverses organisations révolutionnaires, avait profité de l'autorisation de danser dans la nuit du 19 au 20 pour organiser une goguette à laquelle avaient été invités les ouvriers soucieux d'échapper à l'atmosphère « d'union sacrée » des bals dits « populaires ».

Mais la police veillait, et après une discrète intervention auprès du café Gouffon, rue Martre, la patronne fit savoir qu'elle préférait « l'amitié du Commissaire à celle d'ouvriers révolutionnaires » ; elle prétendit empêcher toute apposition de drapeau rouge, exigea l'enlèvement d'un tableau rappelant les pertes subies dans la guerre de 1914-18, etc... Les organisateurs se virent alors obligés de décommander le bal ; de nombreux jeunes ouvriers avertis de ce qui se passait quittèrent alors le café et le bal tricolore en l'honneur du « King » fut un beau four. En tous cas, bonne note est prise du café Gouffon ; encore un marchand de soupe prétendu « gôche » de démasqué !

### VIENT DE PARAITRE :

« La bête trotskyste » explique...

AUX METALLOS TRAHIS...

POURQUOI ET COMMENT

LES QUARANTE HEURES

ONT ÉTÉ ABANDONNÉES

(La grève du 24 mars au 16 avril)

Rédigée par des métallos, une brochure  
de 20 pages : 0 fr. 50.

travail pour le lendemain, Mais le Patronat, lui, n'abandonnait que partiellement la lutte.

Si, aux usines S.P.C.N., Grognard, Terrin et Paoli, le travail reprenait partiellement, par contre, trois grands établissements restèrent fermés : les Aciéries du Nord, Coder, et les Forges et Chantiers, qui, en temps normal, occupent près de 4.000 ouvriers et techniciens.

Spontanément, à plusieurs milliers, les ouvriers allèrent en groupe compact manifester devant la Préfecture.

Naturellement, comme dans toute municipalité socialiste qui se respecte, la police fut là pour charger les manifestants.

Et ce lundi matin 17 juillet, entre 10 heures et 11 h. 30, ce fut encore une belle bataille que livra la classe ouvrière marseillaise, freinée d'ailleurs par les chefs syndicaux qui ne surent ou donner de la tête, tellement ils furent débordés. A signaler que plusieurs ouvriers se couchèrent sur les rails des tramways, empêchant toute circulation en attendant la réponse du préfet à leurs délégués, réponse qui fut négative.

L'après-midi, la salle Ferrer était trop petite pour contenir le flot des métallos pas contents du tout.

Seul de tous les orateurs, Tissot dénonça l'arbitrage obligatoire et préconisa la résistance acharnée des ouvriers. Nous estimons que, dans la fièvre où se déroule actuellement la lutte devant l'intransigeance patronale, les cadres syndicaux sont noyés.

Seuls, les ouvriers et techniciens, réunis sur la base de chaque entreprise, en élisant leurs Conseils d'usines, pourront prendre les décisions courageuses répondant à la situation, sinon pour aujourd'hui, inévitablement pour demain.

Pour la défense des libertés ouvrières, grève générale avec occupation des usines !

## Les groupements coopératifs de journaliers agricoles

La Correspondance Coopérative reproduit un article écrit par Charles Gide pour l'Almanach de la Coopération française voici plus de 40 ans et que nous reproduisons à notre tour en y joignant quelques commentaires indispensables, car sa mise au jour en 1938 sera vraisemblablement utilisée par d'impénitents « Front Populaire » soucieux de concilier capital et travail sous la bannière de la coopération et d'éteindre ainsi les manifestations de la lutte des classes au village.

Voici l'article :

Les syndicats agricoles ne se composent que de propriétaires, grands ou petits ; mais il y a dans les campagnes toute une masse de population qui n'est pas propriétaire et vit du travail de ses bras, soit comme journaliers, c'est-à-dire payés à la journée, soit comme valets de ferme payés au mois ou à l'année. Pour ceux-là, il n'existe aucune forme d'association ; et cependant ils en auraient autant et plus besoin que les propriétaires. Mais quelle forme d'association faudrait-il leur conseiller ?

On a essayé de constituer parmi eux des syndicats ouvriers pareils à ceux des villes ; la tentative n'a pas réussi. Ces ouvriers ne sauraient constituer des associations coopératives de production semblables à celles des ouvriers des villes, puisque l'instrument indispensable de leur production, la terre, leur fait défaut.

Mais ils peuvent constituer quelque chose d'analogue, c'est-à-dire s'associer pour certaines entreprises qui n'exigent que des bras, par exemple pour exécuter en commun des travaux de plantation, de culture des vignes, de terrassements, même de travaux publics, tels que routes, chemins de fer.

Ces sociétés-là sont peu connues en France — quoique cependant, dans le Midi, certains syndicats ouvriers pour le greffage de la vigne se soient constitués dans des conditions analogues — mais elles sont très nombreuses en Italie, où elles sont désignées sous le nom d'associations de « braccianti » (travailleurs à bras). Elles se chargent précisément de travaux de même nature que ceux que nous venons d'indiquer. Il serait à désirer qu'elles fussent propagées chez nous. Non seulement les journaliers pourraient y trouver une amélioration de leur condition, mais les propriétaires eux-mêmes pourraient y trouver leur compte. Dans l'état actuel, en effet, les ouvriers embauchés sont pris le plus souvent au hasard ; ils n'offrent pas toujours les conditions de capacité ou de probité voulues ; ils quittent la ferme au moment où on a le plus besoin d'eux ; le propriétaire ne peut compter sur eux.

Des associations qui pourraient offrir, dans la personne de leurs membres, des hommes sûrs dont elles répondraient, mettant leur point d'honneur à bien exécuter les travaux qui leur seraient confiés, pourraient obtenir des salaires plus élevés, et cela sans porter préjudice aux intérêts de l'agriculture, bien au contraire.

Il faut d'abord noter que l'organisation syndicale du prolétariat agricole, quelles que soient les catégories considérées, est parfaitement réalisable. Ce n'est pas aux militants ni aux prolos de la glèbe, mais aux Ruis, aux Parsal et à leurs sous-ordres qu'il faut s'en prendre si le mouvement revendicatif des agricoles ne compte pas plus de victoires et ne s'est pas mué en un mouvement paysan révolutionnaire.

Il reste que le groupement temporaire de travailleurs agricoles pour une besogne, ou une série de tâches déterminées, est possible, souhaitable, et parfois même réalisé.

Mais de tels groupements doivent être vivifiés par l'esprit de classe et permettre, pour les rapports avec les employeurs, l'établissement de contrats collectifs.

Ceci ne nuit en rien à l'alliance nécessaire avec les paysans pauvres. Ces derniers, avec le prolétariat agricole, doivent se retrouver coude à coude dans leur comité de village.

## Le sang des autres

Une nouvelle Anthologie  
du bourrage de crânes :

**L**e Crapouillot, qui a déjà publié plusieurs numéros intéressants sur la guerre, donne, à nouveau, sur cette question, un numéro spécial de Pierre Bathilde, « *Le Sang des Autres* », qui, mise à part la conclusion pacifiste petite-bourgeoise à laquelle un communiste ne saurait souscrire, est excellent.

L'auteur s'est, en effet, proposé de montrer comment, avant 1914, on préparait le moral pour la « revanche » et comment, durant les quatre années de guerre, les intellectuels, les artistes, les chansonniers et les savants, y compris ceux qu'on a coutume de qualifier maintenant de « révolutionnaires », maintinrent le « moral » par un intensif bourrage de crânes. Sur ce que fut une campagne aussi ignoble, les textes réunis par Pierre Bathilde sont tout à fait précieux.

Tout y est, depuis l'histoire de la petite fille aux mains coupées qui, après avoir servi en 1870, resservit encore en 1914 et resservira sans doute encore dans la prochaine, jusqu'aux déclamations hystériques des ratichons proclamant que la guerre est « sainte ». Tout serait à citer. Contentons-nous de relever quelques perles.

L'honorable fripouille qui a nom René Benjamin, écrivain royaliste et membre de l'Académie Goncourt, expliquait dans son livre « Gaspard », publié en 1915, qu'il est normal que les capitalistes ne fassent pas la guerre car eux ont « quelque chose à garder ».

Du sieur Giraud, collaborateur de la *Revue des Deux-Mondes* :

« Les plus belles heures de leur vie sont celles où ils risquent leur existence pour jouer quelque bon tour aux Boches. »

Du sieur Poulain, qui fit la guerre dans les journaux de l'arrière :

« Il faut encore des soldats de l'arrière pour maintenir les forces morales et les énergies du pays. »

D'une vieille guenon, femme d'un académicien :

« Il est indispensable pour la bonne harmonie des choses que les femmes allemandes connaissent et apprécient la virile étroite de nos soldats. »

Quel langage de connaisseur !

Et il n'y avait pas que les Barrès, les Bazin, les Brioux ou autres nobles crapules catholiques et chauvins pour écrire des âneries aussi monumentales.

Montéhus, l'auteur de la « Jeune Garde », et qui, depuis la guerre, pose à nouveau au chansonnier révolutionnaire, fut un de ceux qui, de 1914 à 1918, se signalèrent par les chansons les plus ignobles. Par exemple, sur l'air de l'« Internationale » :

« Crions toujours : guerre à la guerre,  
Mais pour l'abatt', prenons le flingot. »

Ou encore :

« J'suis content, c'est bœuf bono  
A couper cabèch' aux sales prussiens... »

La perle la plus extraordinaire découverte par Pierre Bathilde est une communication faite, le 13 avril 1915, à la Société de Médecine, par le docteur Bérillon, professeur à l'École de psychologie. Ledit Bérillon affirmait que les Allemands dégagent une odeur spéciale, que leur urine était plus toxique que celle des Français et que la proportion des résidus d'évacuations fécales les Allemands s'élève à plus du double de celle des Français. Et il écrivait gravement :

« Cette conception peut s'exprimer en disant que l'Allemand urine par les pieds. »

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle ! Cependant, dédions encore aux stalinien et autres tenants de la guerre des démocraties contre le fascisme ces deux vers écrits par le revuiste Rip en 1915 :

« Tandis qu'on nous autres on veut la paix,  
Et c'est pour ça qu'on fait la guerre ! »

## On nous écrit

UN DOCUMENT IMPORTANT

Dans son numéro du 18 juillet, « Le Réveil Syndicaliste » publie l'article suivant :

Par suite d'une erreur de destination, il nous est tombé entre les mains une bien curieuse brochure intitulée : « Attention... aux provocateurs... mouchards... escrocs et trotskystes ! »

Bien que ce document ne contienne aucune indication tant concernant son ou ses auteurs, que l'imprimerie où il fut tiré, dès la première page, nous sommes fixés : « Au début de chaque année, nous ferons éditer un petit répertoire alphabétique des noms parus dans les différentes listes noires. »

Il s'agit en effet du recueil des huit premières listes noires éditées par le Parti Communiste Français.

Pendant 24 pages, se suivent par ordre rigoureusement alphabétique, des noms qui, accompagnés de toutes précisions utiles (prénoms, pseudonyme, région, numéro de la liste noire, numéro d'ordre d'inscription sur la liste et qualificatif) sont ceux d'anciens militants du P.C.F.

Si, parmi ces noms, il y a ceux d'authentiques mouchards et provocateurs, la plupart désignent des camarades qui ont été exclus, ou qui sont partis librement d'un parti qui ne correspondait plus à leurs aspirations.

L'article indique également que le P.C. donne des leçons de mouchardage pour combattre les militants visés.

Un tel document porte la signature du Guépéou. Rapproché des crimes commis par celui-ci, des menaces de plus en plus affirmées, nous croyons qu'il importe que les militants d'avant-garde disposent des moyens de combattre cette officine de gangsters.

Il faut faire connaître ces listes aux organisations et aux camarades visés.

### de Marseille

Le regroupement des minorités syndicales s'est effectué également ici.

Vendredi 8 juillet, 50 camarades environ assistèrent à une réunion convoquée par la camarade M... du Cercle « Lutte de Classes », en collaboration avec le groupe de l'« Ecole Emancipée », dont on connaît l'importance des forces dans la région des Bouches-du-Rhône.

Margellan, de l'E.E., informa l'assemblée de ce que fut le congrès des minorités, à Paris. Il indiqua comment le groupe de l'« Ecole Emancipée », qui avait fait un gros effort pour la tenue de ce congrès, fut amené à fusionner avec le groupe « Lutte de Classe ».

C'est devant l'importance du travail fait et à faire vers les usines de la Région Parisienne que l'Ecole Emancipée, comprenant le rôle primordial de ce travail dans le développement de la situation en France, s'est effacée quant aux questions secondaires des titres du groupe et du journal.

Le programme (déclaration du début du « Réveil Syndicaliste ») devant subir des modifications, par une commission nommée au Congrès, comprenant, outre les camarades de l'E.E. et du C.L.C., Bardin du P.O.I., et Trocello du P.C.I., n'a pas encore été rédigé pour nous être soumis. Néanmoins, Margellan pense qu'il faut tout de suite embrayer le travail sur la base régionale.

M... fit un court rappel de ce que fut le cercle « Lutte de Classe » à Marseille et les causes de son dépérissement total. Ceux qui furent les plus acharnés pour l'indépendance du syndicalisme et qui s'élèverent contre l'admission au bureau des syndiqués appartenant à des organisations politiques, ce qui amena la démission de ces derniers, ceux-là (les anarcho-syndicalistes) furent les premiers à lâcher le cercle « Lutte de Classe » pour aller à la C.G.T.S.R.

### UNE ASSEMBLEE DONT IL N'A PAS ETE QUESTION DANS LA PRESSE STALINIENNE

Voici une dizaine de jours, le Syndicat du Bâtiment convoquait les gars du Bâtiment parisien à un grand meeting à la Mutualité pour l'Espagne républicaine. Présence du secrétaire du Bâtiment de l'U.G.T. Des milliers d'affiches double-colombier (on donne le chiffre de 10.000). Résultat : une centaine d'auditeurs. Le meeting ne fut pas tenu, car Arrachart et les autres ne voulaient pas parler devant le quarteron de derniers fidèles.

Les bavardages, les ouvriers commencent à en avoir marre, tout comme les promenades de la Bastille à la Nation où l'on use ses semelles, mais dont la bourgeoisie n'est pas impressionnée.

Les travailleurs veulent agir. C'est malgré ceux qui les ont freinés et bernés qu'ils doivent s'organiser pour le faire. Il ne faut pas laisser diriger les prochaines luttes par ceux qui ont trahi les précédentes.

### Lisez la Commune

diffusez la !

### des casernes

**L**e vendredi 24 juin, les réservistes du 18<sup>e</sup> Génie cantonnés au fort Saint-Julien, près de Metz, ont échappé à un accident qui aurait pu avoir des conséquences très graves. Le groupement des monteuses était occupé à installer des lignes téléphoniques sur le fort. Dans un terrain avoisinant, situé à 150 mètres environ, le 2<sup>e</sup> Génie a fait exploser 2 mines de 200 kilos chacune de cheddite, vers 10 heures 30. Une formidable explosion retentit, faisant trembler le sol, des blocs de pierres et de terre glaise s'abattirent tout autour des gars, arrachant des branches d'arbres. Aussitôt, ce fut un sauve-qui-peut général, chacun cherchant à préserver sa peau dans une fuite échevelée. Mais un certain nombre d'entre nous furent atteints, dont un sérieusement touché avec une fracture double de la clavicule droite, quelques autres furent atteints plus légèrement à la face et sur diverses parties du corps.

Si l'accident n'eut pas de suites plus graves, nous le devons en partie aux nombreux arbres qui poussent sur le fort et qui amortissent la chute des pierres ; de très grosses branches furent arrachées.

Un commandant du 2<sup>e</sup> Génie, ainsi qu'un lieutenant, vinrent peu après sur le lieu de l'accident et cherchèrent à dégager leur responsabilité en déclarant que les sonneries réglementaires avertissant du danger avaient été exécutées.

Ceci est exact, mais est-ce que des réservistes se souviennent de la signification des sonneries et pouvons-nous prévoir que les effets de l'explosion se feraient sentir jusqu'ici. Nous ne savions d'ailleurs même pas qu'une mine allait sauter. Ce commandant se plaignit de n'avoir à sa disposition qu'un terrain « grand comme un mouchoir de poche » et vous n'avez qu'à m'en payer un autre, ajouta-t-il avec cynisme.

Il était pourtant simple de prendre les précautions indispensables en nous prévenant au rassemblement du matin. Pourquoi n'a-t-il pas voulu reprendre au magasin l'explosif qui n'avait pas été utilisé, et obligea ainsi à faire sauter une quantité de poudre exagérée, quels qu'en soient les résultats. Il est criminel de faire sauter des mines de cette importance à proximité d'un fort bourré d'explosifs et d'obus ; de l'aveu même de sous-officiers du 18<sup>e</sup> Génie, si le fort avait sauté, personne n'en eût réchappé. Une collecte a été faite en faveur de notre malheureux camarade, elle a produit une somme de 500 francs environ, que nous avons fait remettre à l'hôpital militaire de Metz, puisque la délégation que nous avions constituée n'a pu le voir, cette « faveur » lui ayant été refusée.

Nous avons réclamé qu'une commission d'enquête vienne immédiatement sur les lieux de l'accident, mais on a attendu probablement notre départ afin de mieux étouffer cette affaire. Il ne faut pas que cet acte insensé soit étouffé, il faut que des sanctions soient prises.

Des réparations matérielles suffisantes doivent être données à notre camarade.

Le lendemain, jour de la libération, un réserviste du 18<sup>e</sup> Génie, voulant prendre un autre train à destination de Paris, moins surchauffé et moins bondé que celui qui nous était affecté, se vit interdire l'accès d'un compartiment paraît-il réservé à des sous-offs, où ces messieurs pouvaient se vautrer tout à leur aise, à deux par compartiment. Le copain ne prit pas la chose très bien. Une bagarre s'ensuivit, et notre camarade, succombant sous le nombre, allait être emmené au poste sur les ordres d'un lieutenant du 146<sup>e</sup> R.I. de service en gare. Nous sommes descendus sur le quai et nous avons réussi à l'arracher des pattes de tous ces sauvages galonnés.

### le Congrès des Instituteurs

Nous avons été obligés, pour des raisons de place, de différer la suite de notre article sur le prochain congrès des instituteurs à Nantes. Nous le ferons dans le prochain numéro.

Nous demandons à tous les camarades de nous faire parvenir des noms et adresses de camarades instituteurs à qui nous ferons parvenir les numéros ayant traité les questions concernant directement leur corporation.

Cette nouvelle Anthologie du bourrage de crânes éditée par le « Crapouillot » apporte donc de nouvelles preuves de la connerie et de la vacherie auxquelles peut mener l'union sacrée que prépare à nouveau le gouvernement de Front populaire, avec la complicité de la social-démocratie, du stalinisme et des bonzes syndicaux.

Elle apporte aussi de précieux renseignements sur la façon dont, en temps de guerre, on tend à faire oublier au prolétariat la notion de classes antagonistes, sur la façon dont on réhabilite les curés et les exploitateurs.

A une époque où tant d'intellectuels prétendus révolutionnaires ou pacifistes sombrent dans le plus abject chauvinisme, les pages du « Sang des Autres » sont bien sympathiques et ne manquent pas de courage. Tous nos camarades les liront avec profit.



Le Centrisme à l'œuvre

# Le Congrès du P. S. O. P.

Nous avons tenu à apporter à nos lecteurs ces « notes de congrès » à titre de première information.

En réservant pour le prochain numéro une appréciation d'ensemble sur le Congrès du P.S.O.P.

## Composition Sociale du congrès

Au Congrès étaient représentés 56 départements par 217 délégués représentant chacun une section, ayant droit de vote, et 33 délégués suppléants.

Il est impossible de donner un chiffre des adhérents du P.S.O.P.

Parmi ces délégués, 151 représentaient la province dont la composition sociale était la suivante :

- 41 ouvriers,
- 35 employés,
- 15 professions libérales,
- 8 cultivateurs,
- 21 de l'enseignement dont 20 professeurs et 1 seul instituteur.
- 22 employés des services publics,
- 9 artisans commerçants.

Il est à remarquer qu'un tiers seulement d'ouvriers participaient à ce congrès.

Par contre, la liste des candidats à la C.A.P. était uniquement composée d'intellectuels et de petits bourgeois.

Sur 65 candidats, 2 métallurgistes, 4 paysans, 12 professeurs, 8 avocats, médecins ou ingénieurs, 3 commerçants, 12 employés et représentants et nous relevons 1 mandataire, 1 directeur d'Air-France, 1 directeur aux Finances, 1 retraité, des techniciens et des instituteurs.

Il est inutile de s'appesantir sur la composition sociale du P.S.O.P., les quelques chiffres que nous donnons prouvent que l'afflux d'ouvriers n'est pas tel que l'on voudrait le faire entendre.

## Un incident à la porte du Congrès

Le P.S.O.P. qui s'était déclaré pour la démocratie la plus large dans le sein de son congrès, a donné la mesure de ce qu'il entendait par démocratie et dans quel sens il entendait la faire jouer.

Notre C.C. avait décidé de procéder à la distribution d'un appel aux délégués au Congrès du P.S.O.P. Cet appel contenait entre autres une proposition d'unité d'action en faveur des emprisonnés du P.O.U.M. en Espagne.

Nous savons que le congrès avait pris, la veille, la décision d'envoyer une adresse aux militants du P.O.U.M., se solidarisant avec eux et réclamant des débats publics au procès qui leur est intenté, de façon à démontrer toute l'ignominie de l'accusation.

Or, quelques éternés du P.S.O.P. n'ont pas trouvé à leur goût ces propositions et avaient entrepris comme tâche d'éloigner nos camarades.

Une bagarre s'ensuivit où quelques coups ont été échangés.

Les éternés n'ont pas eu le beau rôle dans cette affaire car dans les couloirs du congrès quelques protestations se sont élevées et des tracts qui avaient été arrachés furent rendus par un camarade du P.S.O.P. et dis-

## Les éternés n'aiment pas les coups

Notons en passant que les éternés qui déclenchèrent l'incident à la porte du congrès s'étaient élevés la veille sur les méthodes des Paul Faure et Cie, sous le prétexte qu'ils payaient des gens pour assommer les militants du P.S.O.P.

Nous devons tirer les conclusions de cette affaire. Le P.S.O.P. se déclare pour la démocratie la plus large, lorsque c'est lui qui reçoit les coups des staliniens-réformistes, mais il empêche la démocratie de jouer et nous l'avons bien vu à cette bagarre au premier congrès du P.S.O.P. qui était placé sous le signe de la « démocratie ».

« Nous ne sommes ni trotskystes, ni anarchistes, ni Nouvel-Agistes, ni frontistes... »  
(Lucien Hérard, Juin 36, n° 14.)



Tout à la fois!

## Solidarité prolétarienne

Un délégué qui avait vu un membre du service frapper notre camarade, déclarait dans les couloirs : « J'ai bien vu lorsqu'on a frappé cette copine, j'étais prêt à intervenir pour la défendre, mais comme il s'agissait d'une trotskyste, je m'en suis bien gardé. »

## La Franc-Maçonnerie

La délégation du Maroc a soulevé le problème de l'appartenance des membres du P.S.O.P. à la Franc-maçonnerie.

La Franc-maçonnerie prise de peur a parcouru les couloirs en cherchant des appuis qui tous ne sont pas intervenus, mais la question a tout de même été enterrée.

Il s'est avéré que d'ores et déjà, à l'intérieur du P.S.O.P., la franc-maçonnerie est numériquement forte.

## Le congrès

La Gauche révolutionnaire a constitué, les 16 et 17 juillet, dans une conférence nationale qui s'est tenue à Paris, le Parti Socialiste Ouvrier et Payson. En fait, le P.S.O.P. avait été proclamé dès le lendemain de l'exclusion définitive de la G.R. à Royan.

Les positions prises en cette conférence, comme nous l'avons déjà prévu, ne sont pas celles que nous aurions souhaité voir prendre par un parti se réclamant de la révolution et de l'internationalisme prolétarien.

Il a été débattu nombre de questions qui sont pour nous secondaires, telle que la laïcité, alors que des questions comme celles des attaches internationales ont été purement et simplement écartées de la discussion.

Les centristes et les révisionnistes du marxisme pendant ces deux jours se sont donné libre cours sur des questions très importantes comme la dictature du prolétariat, le défaitisme révolutionnaire et l'armement du prolétariat.

## Commissions

Ainsi qu'il était prévu par le bureau national provisoire, dès l'ouverture du congrès,

les délégués ont nommé différentes commissions qui, sur différents points, devaient préparer le travail du congrès pour éviter de longues discussions.

En effet, les différentes tendances qui auraient pu se faire jour à ce congrès n'ont pas pu s'exprimer clairement sur tous les problèmes, puisque la discussion à l'intérieur du congrès n'a eu lieu que sur des points de divergences qui se faisaient jour dans les commissions.

## La Charte

Le Congrès a adopté sans discussion la charte d'Amsterdam d'août 1904, avec un additif.

C'est sur deux points de cet additif qu'une discussion eut lieu. Le premier : dictature du prolétariat.

Le rapporteur Collinet déclarait qu'il faut écarter les formules qui peuvent éloigner de nous les ouvriers et les paysans, la dictature du prolétariat doit être rejetée parce que nous sommes contre toute contrainte et nous voulons substituer à la dictature permanente de la bourgeoisie la démocratie la plus large du prolétariat.

Une petite minorité s'est, au contraire, nettement déclarée pour la dictature du prolétariat.

Il n'est pas possible, dans la période transitoire entre la révolution et l'instauration du socialisme, de se prononcer pour la démocratie la plus large donnant ainsi la même liberté à la bourgeoisie dont les germes existeront encore au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat. Lui laisser cette possibilité lui donnera non seulement l'espoir, mais surtout les armes de faire aboutir sa contre-révolution et de renverser toute l'œuvre constructive commencée par les ouvriers et les paysans.

Certains comme Pradier faisant preuve de révisionnisme, sont allés jusqu'à dire que l'on ne trouve pas (à part une fois), dans toutes les œuvres de Marx, le mot dictature du prolétariat.

Toutes les œuvres de Marx et toute la théorie marxiste préconisent la dictature du prolétariat et il faut beaucoup de confusion dans la tête de certains, et la formation d'un parti centriste en France, pour rejeter ce mot d'ordre.

C'est Lénine et Trotsky qui ont vulgarisé ce terme de la dictature du prolétariat condensant toute la pensée de Marx.

En effet, Marx explique que nous ne sommes pas des autoritaires, mais dans la mesure que la bourgeoisie menacera l'œuvre révolutionnaire du prolétariat, il est nécessaire que celui-ci pèse de toute son autorité sur ces forces conservatrices et contre-révolutionnaires jusqu'à la destruction complète de cette bourgeoisie et l'instauration du socialisme. Nous ne sommes pas des autoritaires mais dans la mesure où la bourgeoisie ne nous laisse pas d'autres moyens de la combattre, nous agissons comme des autoritaires.

Et, alors, il y a une chose paradoxale, c'est qu'au même moment où le P.S.O.P. se prononce pour la démocratie la plus large, il chasse deux de nos camarades qui distribuèrent à la porte un appel en faveur de l'unité d'action pour la défense des emprisonnés du P.O.U.M. en Espagne.

La Charte du P.S.O.P. ne tient nul compte quoique admettant que des événements considérables se soient produits dans ces trente dernières années, de l'expérience russe et des luttes du prolétariat pour son émancipation.

( Suite page 10.)

## Le Congrès du P.S.O.P.

(Suite de la page 9)

### Programme d'action

Veill-Curiel, après avoir été jeté dehors par la porte, par la social-démocratie, tente d'y rentrer et d'y faire le P.S.O.P. par la fenêtre. Ses propositions étaient l'adhésion au Comité d'unification P.S.-P.C.

Le front unique avec les partis prolétariens, et l'adhésion au Front populaire. Là encore tous les centristes, M. Pivert-Herrard, poussèrent le congrès dans cette voie. Après un long débat sur ces questions, les votes ont repoussé, à une faible majorité, l'adhésion au F.P. et au Comité d'unification P.C.-P.S.

Seul le front unique avec les partis prolétariens (qu'entend le P.S.O.P. par partis prolétariens, ceci n'a pas été défini) a été adopté.

Pour Herrard, la formule du défaitisme révolutionnaire n'est qu'une question de terminologie. Il laisse supposer qu'il est pour le défaitisme révolutionnaire mais qu'il faut employer une formule plus souple pour s'adresser aux ouvriers.

Il faut, dit-il, attendre et profiter que les conditions économiques et politiques soient favorables pour la transformation de la guerre impérialiste en révolution socialiste victorieuse.

Une minorité s'est fait jour au travers des interventions de Danno (Nord) et Marchenal (Rhône), qui ont très bien analysé la question du défaitisme révolutionnaire. Pour eux, pas d'autre formule ne peut et ne doit être employée. C'est celle mise en pratique par les bolcheviks russes.

Mais ils ont conditionné cette tactique, en se basant sur l'expérience de la guerre de 1914-18, à l'existence d'un parti révolutionnaire.

Par contre, quelques camarades se sont prononcés contre le défaitisme, indiquant que ce mot d'ordre poserait le problème de l'illégalité du parti.

Mais comment est-il possible que le parti révolutionnaire puisse continuer son travail de propagande et d'action pendant la guerre lorsque toutes les forces de répression seront déchaînées sous la tutelle du militarisme, lorsqu'elles tendront à la dispersion et l'extermination des éléments révolutionnaires, sans qu'il ait au préalable envisagé et même amorcé le travail illégal, dont le passage du parti dans l'illégalité.

Dans l'action révolutionnaire, le parti doit prévoir toute les formes d'activité qu'il doit employer pour emmener le prolétariat à la victoire. Il ne doit pas attendre que la bourgeoisie, déchaînant ses forces de répression, décime l'avant-garde du prolétariat.

### La question Internationale

Pour permettre d'escamoter cette question, l'une des plus importantes, les dirigeants, au lieu de traiter ce problème à fond, ont donné aux congressistes le salut des délégations étrangères : anglaise (J.S.P.), américaine (parti travailliste), hollandaise (R.S.A.P.), espagnole (P.O.U.M.), tout en déclarant que ni la II, ni la III, ni la IV<sup>e</sup> Internationales ne correspondent à l'idée qu'ils se font d'une véritable internationale.

Le P.S.O.P. se contente de cette affirmation verbale, aucune étude n'a été faite des différents partis existants dans les autres pays, avec lesquels le P.S.O.P. est appelé à collaborer.

Les militants du P.S.O.P. ont laissé dans l'ombre cette question qui est d'une importance capitale. On dit que la IV<sup>e</sup> ne répond pas aux aspirations du P.S.O.P., mais faudrait-il que la IV<sup>e</sup> soit formée.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le Gérant : A. BASTIDE.

## La formation de la J. S. O. P

Comme le P.S.O.P., la Jeunesse Socialiste Ouvrière et Paysanne doit sa formation aux mesures d'exclusion prises par les chefs réformistes de la S.F.I.O. ; mis à part le groupe des J.S.A., récemment intégré à la J.S.O.P., aucun membre de l'ex-J.S. ne posait le problème de la nécessité d'une nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse, due à la trahison définitive des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, croupissant dans la S.F.I.O., ils y seraient restés sans les exclusions commandées par Paul Faure et Cie, ce qui ne les empêche pas aujourd'hui, de réclamer la paternité de la J.S.O.P., comme le résultat de leurs luttes.

Les camarades de la J.S.O.P. sortent donc avec tout leur bagage réformiste ; ils devront s'en séparer s'ils veulent réellement construire la nouvelle organisation révolutionnaire de la jeunesse. Leur expérience commence, nous souhaitons que, dans les faits et la lutte quotidienne, par la pratique du front unique et une large discussion avec les organisations minoritaires (J.C.I.-J.S.R.), cela se passe au plus vite ; nous nous efforcerons, pour notre part, de contribuer à l'éclaircissement politique nécessaire en faisant une critique loyale des positions prises par la J.S.O.P.

Dès maintenant, une grande confusion règne à l'intérieur des groupes. Différentes positions sont soutenues au Congrès pour la formation de la J.S.O.P. ; l'une prévoit la suppression pure et simple de l'organisation jeunes ; l'autre la copie de l'ex-J.S. mixte de la S.F.I.O. ; dans un cas comme dans l'autre, les dirigeants du P.S.O.P. qui défendent ces positions avouent leur peur devant une organisation jeunes, peur de voir les jeunes entrer en opposition avec la politique du

parti, c'est-à-dire de voir les jeunes s'orienter dans la voie révolutionnaire. Ainsi les chefs psopistes montrent leur caractère réformiste, car quelle garantie peut avoir le parti sur la jeunesse si ce n'est une ligne politique juste, conforme aux intérêts des masses travailleuses.

Le troisième projet, présenté par les camarades de la J.S.A., prévoit l'organisation autonome. Repoussant les positions liquidatrices et réformistes, les J.S.O.P. doivent lutter pour leur organisation autonome, grouper l'avant-garde de la jeunesse ouvrière, l'éduquer, en se mettant à la tête des luttes du prolétariat jeune, à l'usine, à la caserne, aux champs sont les tâches de la jeunesse ; sans autonomie politique et administrative, il ne reste qu'une éducation loyale pouvant former des bavards pédants et non des jeunes révolutionnaires combattants pour leur classe.

La base de l'éducation, c'est la lutte ; la formule célèbre de Lénine doit être inscrite en première place sur le drapeau de la jeunesse prolétarienne.

Mais la jeunesse révolutionnaire ne peut pas être formée par la seule J.S.O.P., que les positions réformistes ne prédisposent guère à cette tâche ; dès maintenant des contacts doivent avoir lieu entre organisations oppositionnelles.

Notre délégation ainsi que celle de la J.S.R. se sont présentées à la conférence, mais sans parvenir à se faire recevoir ; les camarades J.S.O.P. doivent comprendre qu'une attitude favorable aux contacts avec les trotskystes est nécessaire si l'on ne veut pas faire le jeu des partisans de l'entrée au Front populaire.

PREPARER DANS LES USINES LA CONSTITUTION DE CONSEILS D'USINES, PREPARER LES ELEMENTS DE MILICES OUVRIERES, PREPARER LA GRVE GENERALE à laquelle le prolétariat est acculé et que les dirigeants des partis et des syndicats étouffent aujourd'hui et trahiront demain.

Sur ces points essentiels, nous pensons que votre Congrès sera unanime à vouloir réaliser l'unité d'action des militants d'avant-garde, aussi bien de direction à direction que localement et par entreprise.

En vous transmettant ces propositions, notre organisation ne se refuse nullement à examiner celles que, de votre côté, vous pourriez lui soumettre.

Salutations révolutionnaires.

Pour le C. C.

### Une lettre du P. C. I. au Congrès

Camarades,

Dans votre Congrès de constitution, à la suite de votre exclusion de la S.F.I.O., vous allez fixer votre ligne de conduite pour la période à venir. Nous ne voulons pas, par cette brève lettre, reprendre les divers problèmes d'ordre théorique et politique qui se posent aux militants révolutionnaires soucieux d'empêcher l'expérience du Front Populaire d'aboutir au fascisme ; ces problèmes, nous avons eu déjà, plusieurs fois, l'occasion de les traiter et d'en montrer le cœur : la création d'un parti révolutionnaire et de la IV<sup>e</sup> Internationale.



Mais nous croyons que, pour le plus grand profit de la révolution prolétarienne et de la résolution des problèmes posés aux militants révolutionnaires, pour la vérification la meilleure des positions des uns et des autres, il importe que, sur un certain nombre de points précis, se réalise le front unique des organisations d'avant-garde. En regrettant que notre proposition pour une lutte commune contre l'impérialisme français à l'occasion du 19 juillet n'ait pas reçu de vous une réponse favorable, nous insistons à nouveau auprès de vous pour que, devant l'ampleur des tâches, l'unité d'action se réalise.

IL FAUT D'ABORD SAUVER LES MILITANTS DU P.O.U.M. MENACES D'UN « PROCES DE MOSCOU » A HUIS CLOS.

Il faut aussi arracher des prisons de France des milliers d'être que le Front Populaire, par une caricature d'annistie, a laissés emprisonnés.

Il faut organiser la résistance ouvrière à l'offensive du capital et de ses bandes fascistes :



« La Commune »

Lyon : Gare et 40 kiosques, librairies.

Marseille : kiosque de la Bourse du Travail et rue Honorat, à côté de la Poste, allée Gambetta, place d'Aix, Gare de l'Est, place Sadi-Carnot, place Jean-Jaurès, Blancarde, Capelle, Abattoirs, 123 boul. Bailli, etc...

Avignon : kiosque Domengue.

Agen : kiosque Caujolle.

Le Havre : gare automobile, Hôtel de Ville, place Gambetta, Rond-Point.

Poitiers : « La Civette », tabac, place d'Armes.

Toulouse : kiosque Maylin, allées J.-Jaurès.

Saint-Claude : dépôt Hachette, rue du Pré.

Grenoble : Tabac-journaux, 149, cours Bernat.

Bordeaux : kiosque, 33, cours Victor-Hugo, et nombreux kiosques.

Lille : gare et nombreux dépôts.

Auxerre : gare et nombreux dépôts.

Aix : gare et nombreux dépôts.

